

ÉDUCATION

Pierre Reid dénoncera les intrusions fédérales avec ses homologues

Page A 4



IRAK

Colin Powell reconnaît que la situation se dégrade

Page B 5

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCV N° 219

LE LUNDI 27 SEPTEMBRE 2004

87c + TAXES = 1\$

Bouclier: Ottawa n'a pas eu le choix

La défense antimissile n'était pas une priorité, dit le ministre Graham au Devoir

MANON CORNELIER

Ottawa — La défense antimissile n'était pas une priorité canadienne, mais les États-Unis n'ont pas laissé le choix à Ottawa. En décidant d'aller de l'avant avec leur projet dès cette année, ils ont forcé le Canada à donner priorité à ce dossier, reconnaît le

ministre de la Défense, Bill Graham, qui admet aussi qu'en cherchant à obtenir l'appui du Canada, Washington cherche «peut-être», entre autres choses, une caution morale.

Les priorités du Canada sont beaucoup plus immédiates et terre à terre, y compris pour assurer la défense du Canada et de l'Amérique du Nord, at-il ex-

pliqué au *Devoir* en entrevue. Ces priorités se résument à une politique de défense à jour et à suffisamment de troupes et d'équipement pour faire le travail correctement.

Ainsi, en plus de terminer dès que possible la revue de la politique étrangère et de défense, M. Graham veut obtenir «le genre d'équipement nécessaire

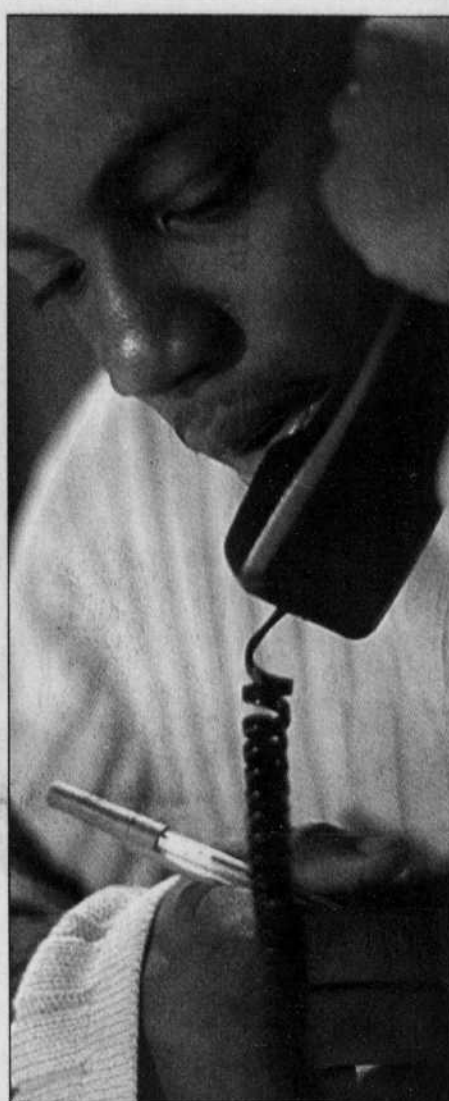
pour que les forces soient en mesure de défendre le Canada et l'Amérique du Nord et de participer à des activités internationales». Il veut aussi s'assurer que le

VOIR PAGE A 8: BOUCLIER

■ L'éditorial de Guy Taillefer, page A 6



DANIEL AGUILAR REUTERS



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

HAÏTI

La tension monte aux Gonaïves

Une semaine après le passage meurtrier de l'ouragan Jeanne en Haïti, la situation reste extrêmement tendue et chaotique aux Gonaïves, où un convoi d'aide humanitaire a été attaqué hier après-midi en plein centre-ville par plusieurs dizaines de jeunes Haïtiens armés de barres de fer. Les efforts menés pour distribuer des vivres, de l'eau potable et d'autres produits de première nécessité sont toujours perturbés par des problèmes de sécurité, et l'aide internationale entre au compte-gouttes dans la ville ravagée.

De leur côté, les Québécois ont continué toute la fin de semaine à répondre massivement à l'appel à l'aide lancé par les autorités, à un point tel que la Ville de Montréal a dû demander hier soir à la population de cesser de faire des dons matériels, les entrepôts étant pleins.

VOIR PAGE A 8: HAÏTI

■ Jeanne fait beaucoup de dégâts en Floride, page A 3

Les pieds dans l'eau, des dizaines de résidents des Gonaïves, en Haïti, faisaient la queue à l'entrée d'un marché, hier, dans l'attente de recevoir un peu d'eau potable. Pendant ce temps, à l'hôtel de ville de Montréal, des bénévoles comme Giodani César (à droite) recevaient les dons des Québécois désireux de venir en aide aux Haïtiens après le passage de l'ouragan Jeanne qui a fait, dans le pays, plus de 1600 morts et 800 disparus, selon un dernier bilan. L'aide internationale a commencé à arriver, mais la distribution des vivres se déroule souvent dans le chaos.

A D Q

Dumont fait le pari de convaincre les souverainistes déçus

KATHLEEN LÉVESQUE

Avec son nouveau programme autonomiste en poche, le chef de l'Action démocratique du Québec se présente comme le grand défenseur des Québécois profondément nationalistes mais qui rejettent la rupture avec le Canada. Du coup, Mario Dumont fait le pari que les souverainistes déçus du bilan des gouvernements péquistes le suivront.

Dans son discours de clôture, hier, au congrès de l'ADQ, qui s'est déroulé toute la fin de semaine à Drummondville, Mario Dumont a sonné la charge contre le Parti québécois. Se qualifiant de «très, très nationaliste», Mario Dumont a dit mener «le combat du Québec» par «une démarche affirmative».

«Ils ont eu deux mandats d'à peu près neuf ans. Il n'y en a pas de constitution du Québec, il n'y en a pas de pouvoirs nouveaux pour le Québec, il n'y en a pas de résultats. Au lendemain de deux référendums perdus, le Québec a subi des reculs. Avant de nous faire la leçon,

VOIR PAGE A 8: DUMONT

■ Lire aussi la chronique de Chantal Hébert, page A 3

L'ENTREVUE

La recette di Stasio

Pour l'animatrice Josée di Stasio, la cuisine est un art de vivre indissociable du plaisir esthétique

PAUL CAUCHON

Il y a des entrevues qui suscitent plus de réactions que d'autres. «Tu vas rencontrer Josée di Stasio? Elle, j'aimerais tellement la connaître!» Je ne compte plus le nombre de fois où j'ai entendu cette phrase dans mon entourage.

Lorsque je raconte ce commentaire à la principale intéressée, elle ne manifeste aucune surprise: «Les gens m'abordent constamment dans la rue et, spontanément, me demandent comment faire cuire les artichauts! Ils sentent probablement qu'il n'y a pas de barrières entre eux et moi. Je ne suis pas un chef, je n'ai pas étudié en cuisine. Donc, si je peux faire les recettes, les téléspectateurs se disent qu'eux aussi le peuvent.»

Effet d'identification, donc, parce que Josée di Stasio ressemble à la copine d'à côté, mais ce phénomène d'identification demeure une explication superficielle de son succès. Il y a autre chose en jeu. «Je crois qu'il y a aussi le fait que la bouffe, c'est quelque chose de très intime, qui rejoint les gens profondément dans leur quotidien», dit-elle.

Discrètement, surgie de nulle part à l'époque de l'émission de Daniel Pinard, Josée di Stasio est graduellement devenue le porte-étendard de nos préoccupations en matière de cuisine, poursuivant ainsi, dans un style différent, le travail amorcé par Daniel Pinard.

Un premier livre

Elle vient tout juste d'entamer la troisième saison d'*A la di Stasio* sur les ondes de Télé-Québec et, dans deux semaines, elle lancera son premier livre de recettes chez Flammarion-Québec, un grand format à la mise en pages soignée dont les magnifiques photos font à elles seules saliver. Car, pour Josée di Stasio, la cuisine est un art de vivre indissociable du plaisir esthétique.



Josée di Stasio

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le livre propose des recettes qu'elle diffusait sur Internet, des recettes qu'elle fera cette année... et des recettes qu'elle ne fera pas à la télévision.

Son succès est réel. La première de sa troisième saison a attiré près de 190 000 téléspectateurs, il y a une semaine, le vendredi soir. La rediffusion de son émission, le dimanche à 17h, attire autant sinon plus d'auditeurs que l'édition originale du vendredi à 21h. Et ce sont des publics différents.

VOIR PAGE A 8: DI STASIO

Borduas à Versailles

Après de délicates négociations, l'Orangerie de madame Elisabeth exposera des œuvres sur papier

Le Musée d'art contemporain de Montréal prête des œuvres sur papier de Paul-Émile Borduas à un centre d'exposition près de Paris. Seulement, le musée montréalais s'est fait tirer l'oreille pour s'engager dans cette collaboration qui aboutit en plus avec un projet édulcoré. Portrait d'une occasion ratée?

STÉPHANE BAILLARGEON

Après de délicates et difficiles négociations avec le Musée d'art contemporain de Montréal (MACM), un centre d'art français près de Paris s'appête à consacrer une exposition à Paul-Émile Borduas.

La *Magie des signes*, rassemblant une cinquantaine d'œuvres sur papier tirées de la collection du musée montréalais, sera inaugurée le 15 octobre à l'Orangerie de madame Elisabeth, à Versailles, en banlieue de Paris. L'expo y restera jusqu'en janvier prochain.

L'honneur est rare pour Paul-Émile Borduas (1905-1960). L'artiste pamphlétaire, adulé ici, compte pour peu ailleurs dans le monde. Sauf erreur, aucune ville d'Europe ou des États-Unis n'a accueilli une grande exposition consacrée à l'auteur de *Refus global* depuis des décennies.

Dans ce contexte, il apparaît d'autant plus intrigant que l'Orangerie et le Conseil régional des Yvelines aient eu à négocier assez péniblement la présentation de *La Magie des signes*, sans d'ailleurs obtenir le



Paul-Émile Borduas (1905-1960)

VOIR PAGE A 8: BORDUAS

INDEX

Annonces..... B 4	Idées..... A 7
Avis publics... B 5	Météo..... B 4
Convergence... B 7	Monde..... B 5
Culture..... B 8	Mots croisés... B 4
Décès..... B 4	Religions..... B 6
Économie..... B 1	Sports..... B 4
Éditorial..... A 6	Télévision..... B 6



• LES ACTUALITÉS •

Alerte à la bombe sur un vol d'Olympic Airlines

Londres — Une alerte à la bombe a contraint hier un avion de la compagnie grecque Olympic Airlines à effectuer un atterrissage d'urgence sur l'aéroport de Stansted, à 80 km au Nord de Londres, a déclaré un représentant des autorités aéroportuaires.

Les 301 passagers de l'Airbus A340 ont été débarqués sains et saufs, a-t-il poursuivi.

Avant de se poser, l'appareil, qui avait décollé d'Athènes à destination de New York, a été escorté par des avions de chasse «Ornado» de la RAF. Il a été dérouté dans des conditions d'urgence, a ajouté le porte-parole.

Selon une porte-parole d'Olympic Airlines, le pilote de l'Airbus A340 avait été prévenu, alors qu'il survolait la France, qu'un correspondant anonyme avait appelé le journal grec *Ethnos* pour signaler la présence d'une bombe à bord.

«À bord du vol 411 d'Olympic Airlines pour l'Amérique se trouve une bombe pour l'Irak... Vous m'entendez? Vol 411 pour l'Amérique, bombe. L'Amérique va voir. Six heures, un message pour vous», avait déclaré le correspondant anonyme.

«Nous ne savons toujours pas à l'heure où je vous parle s'il s'est agi d'une fausse alerte ou non», a ajouté le porte-parole.

Un responsable de l'aviation civile grecque a déclaré à Reuters que les forces de sécurité britanniques avaient passé au peigne fin 80 % de l'appareil sans découvrir quoi que ce soit de suspect. Une fois tout danger écarté, le feu vert pour le décollage de l'appareil à destination de New York devait être donné hier soir, a déclaré à la presse Konstantinos Vardakis, un des responsables de la compagnie aérienne grecque.

Reuters

EN BREF

Héros de la patrie

Rio de Janeiro — Le leader écologiste brésilien Francisco Alves Mendes Filho, «Chico Mendes», assassiné en 1988, va être déclaré à titre posthume Héros de la patrie,

sur proposition du Parti des travailleurs au pouvoir. Chico Mendes, «mourut à cause de sa lutte en faveur des plus déshérités», a souligné dans la presse David Flesher, enseignant de sciences politiques à l'Université de Brasilia. — AFP

Document de travail du MEQ

Québec compte protéger son champ de compétence en éducation

Pierre Reid dénoncera les intrusions du fédéral, y compris la création de l'Institut canadien sur l'apprentissage

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Le ministère de l'Éducation (MEQ) combattra cette année les projets d'intrusion fédérale dans son champ de compétence, en résistant notamment à la création de l'Institut canadien sur l'apprentissage.

Alors que s'amorce aujourd'hui en Estrie une rencontre des premiers ministres de l'Éducation du Canada, sous la présidence du titulaire québécois de ce poste, Pierre Reid, Québec entend mener «son action dans le sens de la préservation de la compétence des provinces et territoires en éducation».

Comme l'indique un document de travail ciblant les actions prioritaires du MEQ, ce ministère se penchera tout particulièrement sur «des gestes posés par le gouvernement fédéral [indiquant] son intention de jouer un rôle orientant à l'égard de l'enseignement postsecondaire», notamment par la création prévue de l'Institut canadien sur l'apprentissage (ICA).

Dans l'exercice de la présidence du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC), Pierre Reid doit notamment mener son action de défense des compétences provinciales. Si le Québec s'est clairement opposé à la création de cet institut, d'autres provinces membres du CMEC ont aussi des interrogations sur l'organisme, dont la création n'est pas encore chose faite.

L'ICA, que certains voient encore comme un embryon possible de ministère fédéral de l'Éducation, a été évoqué pour une toute première fois en novembre 2002, lors du Sommet national sur l'innovation et l'apprentissage. L'Institut avait alors été présenté comme un véhicule d'analyse des succès et des échecs des systèmes scolaires canadiens, une manière de permettre aux «Canadiens de détermi-

ner si leurs investissements ont été faits au bon endroit, au bon niveau, ou s'ils sont vraiment utiles».

Plus tard, dans le cadre de la lecture du budget fédéral 2003, le ministre des Finances d'alors, John Manley, avait annoncé l'octroi futur de 100 millions de dollars pour la création de cet institut, qui devait travailler en étroite collaboration avec Statistique Canada et «respecter les champs de compétence».

C'est le même John Manley qui, dans ses efforts pour briguer la direction du Parti libéral du Canada, avait évoqué la création d'un ministère fédéral de l'Éducation, responsable de l'apprentissage, de l'innovation et la recherche.

Avancées du fédéral

Lors de ces deux occasions, le Québec a vivement réagi, dénonçant les avancées du fédéral dans son terrain de jeu et refusant d'y adhérer.

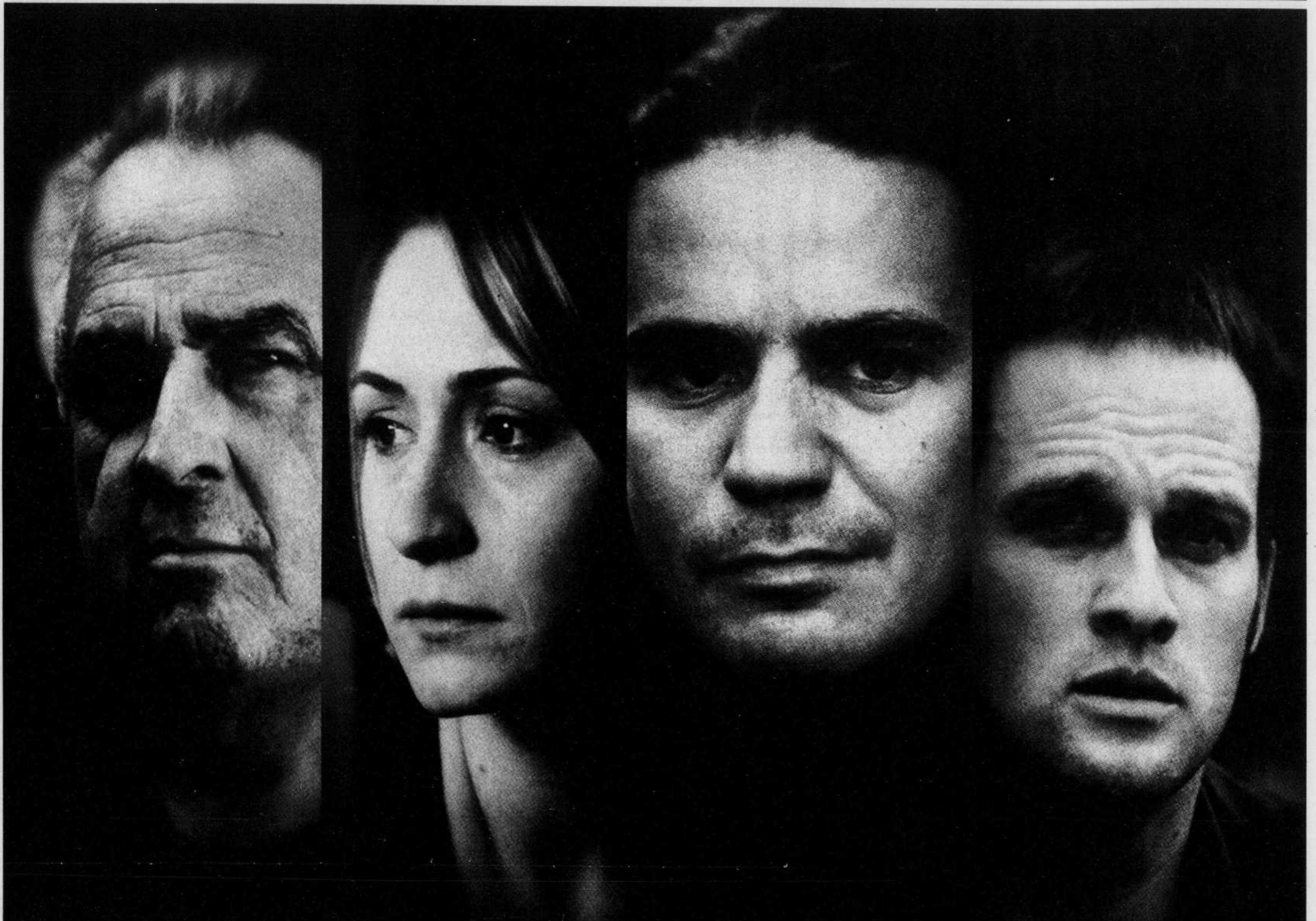
Le ministre de l'Éducation,

Pierre Reid, s'oppose fermement à l'idée d'un ministère fédéral, une manière selon lui d'«augmenter la bureaucratie aux dépens des services de proximité et des services bien adaptés à chacune des régions du Canada», tel qu'il l'a exprimé à la Presse canadienne en décembre dernier.

Suivre les diktats de la centralisation dans un domaine tel que l'éducation n'est «pas la voie à suivre», ajoutait-il alors, plaçant plutôt pour une plus vaste utilisation du CMEC comme «élément de cohésion» entre les provinces.

Notons que le Québec est la seule province qui s'oppose fermement et clairement à la création de l'ICA, prétextant qu'il relève d'un domaine de responsabilité exclusive des provinces. Cette position n'a pas changé depuis le passage du pouvoir des péquistes aux libéraux.

Le Devoir



Temps Dur

On fait tous partie d'un plan,
du destin, de la vie de quelqu'un d'autre.
Libre ou non. Vivant ou non.

CE SOIR 21H

WWW.RADIO-CANADA.CA/TEMPSDUR

RADIO-CANADA
VOUS ALLEZ VOIR.

ACTUALITÉS

Tirer dans le pied
du Québec

La dernière fois que le chef de l'ADQ, Mario Dumont, avait fait un grand discours à Bay Street, il avait réussi à se nuire au Québec en s'aidant ailleurs au Canada. Cette fois-ci, en voulant s'aider ici, il est en voie de nuire inutilement au Québec dans le reste du Canada.

À l'automne 2002, sa première grande sortie officielle à l'extérieur du Québec avait enclenché le début de la descente aux enfers qui allait mener au score décevant de l'ADQ aux élections suivantes. À l'époque de son désormais célèbre discours de Toronto, bon nombre de sympathisants en puissance de sa jeune formation avaient commencé à se raviser en voyant Mario Dumont salué par tout ce que le Canada compte d'éléments conservateurs comme un Ralph Klein québécois.

D'autres avaient été encore plus interloqués d'entendre le chef adéquate balayer sommairement sous le tapis l'ensemble du litige québéco-canadien, du jamais vu pour un leader québécois de passage dans une capitale de l'extérieur du Québec. Dans son discours, M. Dumont se vantait alors d'avoir non seulement ses priorités à la bonne place, mais d'avoir les mêmes que ses compatriotes du reste du Canada. Selon lui, le Québec était revenu de ce qui, dans sa bouche, devenait de vagues chimères constitutionnelles.

Et pourtant, sous le couvert d'un virage apparent, la position qu'il avance aujourd'hui est fidèle pour l'essentiel à la logique (simpliste) de son discours de l'époque. Avant les dernières élections, M. Dumont promettait une réforme du système de santé qui était contraire, à sa face même, à l'esprit et à la lettre de la loi fédérale sur la Santé. Aujourd'hui, il se targue de réorganiser à sa guise le partage des pouvoirs prescrit par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord pour transformer le Québec en État autonome au sein du Canada, tout cela sans perdre une minute de son temps à la table constitutionnelle.

Dans le fond, il suffisait d'y penser. Pourquoi s'embarrasser de chinoïseries constitutionnelles ou encore de complications référendaires, comme l'ont fait successivement les premiers ministres fédéralistes et souverainistes du Québec depuis la Révolution tranquille, quand on peut tout simplement n'en faire qu'à sa tête et forcer les autres à s'en accommoder?

À défaut de pouvoir asseoir sa démarche sur des principes découlant de l'état de droit, le chef adéquate se réclame du bon droit. Selon lui, devant la volonté d'autonomie d'un gouvernement adéquate, Ottawa n'osera jamais défendre ni ses droits, ni ses lois. Si le raisonnement semble court, c'est parce qu'il repose sur de fatals raccourcis. La première condition garantie d'un minimum de rapports de force entre le Québec et le reste du Canada a toujours été la capacité de ses premiers ministres de pouvoir s'appuyer sur un vaste consensus québécois. On l'a encore vu à la récente rencontre des premiers ministres sur la santé.

Mais qui, à l'extérieur de la famille adéquate, pourrait dé-

fendre l'approche Dumont? Au nom d'un certain nationalisme, un gouvernement adéquate pourrait-il vraiment mobiliser l'opinion québécoise derrière lui pour réaliser unilatéralement le projet de démanteler le système public de santé ou encore celui de devenir seul juge et partie en matière d'environnement? Après avoir préché pendant 40 ans le strict respect des compétences constitutionnelles des uns et des autres, peut-on imaginer des ténors fédéralistes ou souverainistes prendre à leur compte la démarche unilatérale prônée par l'ADQ? Après avoir été solidaire d'une telle démarche, qui pourrait par la suite exiger que les partenaires du Québec respectent ses propres compétences?



Chantal Hébert

Mais qui, à l'extérieur de la famille adéquate, pourrait défendre l'approche de Mario Dumont?

Le programme réinventé de Mario Dumont est évidemment d'abord et avant tout pour consommation à domicile où rien n'indique d'ailleurs qu'il tiendra vraiment la route. Sauf que le Québec n'existe en vase clos que dans la tête des dirigeants de l'ADQ. Les plus récentes propositions adéquates ont d'autant plus rapidement franchi la frontière outaouaise qu'elles viennent alimenter un débat de controverse sur le style de relations fédérales-provinciales qu'entend privilégier Paul Martin.

Au moment où les élections fédérales ont placé le Québec dans un nouveau rapport de force, elles arrivent à point nommé pour alimenter une certaine caricature d'un Québec souverainement méprisant des règles élémentaires qui régissent les relations intergouvernementales modernes. Dans une chronique samedi, mon collègue du *Globe and Mail*, Jeffrey Simpson, se demandait d'emblée s'il fallait rire ou pleurer de la dernière trouvaille adéquate. Le ridicule n'étant pas mortel, c'est là le moindre mal.

Plus sérieusement, la proposition adéquate d'un État/province autonome québécois fournit une illustration faite sur mesure de la désintégration appréhendée de la fédération canadienne à laquelle certains prétendent que va mener l'approche asymétrique adoptée par le gouvernement Martin lors de la récente négociation sur la santé.

Cette approche fait des vagues au sein du conseil des ministres et de la machine fédérale. Au sein du Parti libéral du Canada, des voix se revendiquent de Pierre Trudeau pour dénoncer la manière Martin. Mais jusqu'à présent, l'opinion canadienne est restée largement indifférente aux complexités du fédéralisme plus souple que dit vouloir prôner le premier ministre fédéral.

L'idée que cette forme de fédéralisme mène en ligne droite au programme adéquate à certains de quoi raidir bon nombre de Canadiens. D'aucuns diront que cela montre surtout que tous les prétextes sont bons pour tenter de tuer dans l'œuf la moindre tentative de souplesse fédérale-provinciale. Que voulez-vous, comme dirait l'autre, au Canada, Mario Dumont n'a le monopole ni de l'opportunisme ni de la démagogie!

chebert@thestar.com

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

Passage de Jeanne

La Floride présente
un spectacle de désolation

PATRICK MOSER

Fort Pierce — Des maisons éventrées, des toitures arrachées et des pylônes électriques à terre témoignent de la violence du cyclone Jeanne qui a touché dans la nuit d'hier la Floride, dans le sud-est des États-Unis.

La côte est de la Floride, État qui fait face à son quatrième cyclone de la saison, a été la première à subir les assauts de Jeanne qui était accompagnée de vents soufflant à plus de 193 km/heure.

Mais, hier à la mi-journée, les services d'urgence n'avaient recensé aucune victime même si les dégâts matériels sont considérés comme importants. Plus d'un million de personnes étaient en outre privées d'électricité.

Jeanne, très meurtrier la semaine dernière en Haïti où il a fait 1300 morts et plus de 1000 disparus, a traversé dans la nuit la péninsule de Floride et se trouvait en début d'après-midi sur la côte ouest, à l'est/sud-est de la ville de Tampa.

Arrivé au-dessus du continent américain avec une force 3 sur l'échelle des ouragans qui en compte 5, le cyclone a depuis légèrement faibli et ses vents pourraient décroître jusqu'à une centaine de kilomètres/heure, a indiqué le centre national des ouragans (NHC).

Amas de décombres

Le cyclone a touché les côtes de Floride au niveau de Hutchinson, ville située à 64 km au nord de Palm Beach et à un kilomètre et demi du point d'impact de Frances début septembre.

La petite localité de Fort Pierce a été parmi les plus touchées, a constaté un journaliste de l'AFP.

Un ours en peluche jonche le sol parmi un amas de gravas de bois et de ferraille. Un fauteuil rose a atterri dans la rue. La désolation est partout autour des très nombreuses maisons mobiles, des habitations particulièrement vulnérables au passage des vents violents.

Des murs et des toits ont été arrachés et certains maisons mobiles se sont transformées en amas de décombres. Il est difficile de distinguer entre les ravages dus à Frances et ceux causés par Jeanne.

«Les dégâts sont épouvantables»,



CHARLES W. LUZIER REUTERS

Une marina près de Breward City, en Floride, a été littéralement mise sens dessus dessous par le passage hier de l'ouragan Jeanne.

se lamente Karl Robinson, 68 ans et retraité.

«Ce que le précédent cyclone avait laissé debout a été détruit par le dernier», dit-il en regardant le champ de ruines qui s'étend autour de lui.

Karl Robinson a été parmi les personnes ayant évacué leur maison pour se protéger dans un club house non loin de là.

Pilleurs

Comme dans beaucoup de zones affectées par Jeanne, Fort Pierce était quasi déserte hier matin. Seules des patrouilles de

policiers et d'équipes de secours sillonnaient les rues à la recherche d'éventuelles victimes.

Le couvre-feu a été imposé pour dissuader les éventuels pillards et une pancarte a été apposée devant un commerce avec inscrit en lettres rouges: «On tire sur les pillards.»

Dans leur malheur, certains s'estiment malgré tout chanceux que leur maison n'ait pas totalement disparu. C'est le cas de Frank Saul, 71 ans, qui s'attendait à ne plus la retrouver: «Je ne pensais pas que j'aurais encore un logement», dit-il en pénétrant dans sa

maison en préfabriqué. Certaines pièces ont été éventrées et sa télévision réduite en morceaux, mais la grande partie a été quand même épargnée.

Frank Saul reste philosophe. «J'ai survécu à Frances et aussi à celui-là», déclare-t-il fièrement.

Jesse Brewer, 28 ans, se déclare également chanceux, sa maison n'ayant subi que des dégâts mineurs. Et il esquisse même un demi-sourire car, comme poseur de parquet, le travail ne manquera pas.

Agence France-Presse

Air Canada quittera sous peu
la protection contre ses créanciers

Toronto — Les actions du transporteur Air Canada, fraîchement restructuré, pourraient s'élever alors que la compagnie aérienne quitte cette semaine la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies avec un bilan amélioré, des coûts d'exploitation réduits et un œil sur le marché international, après 18 mois de supervision judiciaire.

La confiance qu'inspirent les actions de Gestion ACE Aviation, la société de portefeuille qui sera propriétaire d'Air Canada, et dont le prix d'émission est de 20 \$, les a fait grimper dans une proportion atteignant 30 % sur le marché américain de gré à gré.

«Air Canada demeure le principal transporteur sur le marché intérieur et le principal transporteur canadien aux États-Unis, en Europe et en Asie», écrivait l'ana-

lyste Nick Morton, de RBC Capital Markets.

Des progrès substantiels sont à prévoir en 2005, ajoutait-il, étant donné que la restructuration a réduit les coûts de propriété et de location d'appareils d'environ 550 millions de dollars par rapport à 2002, et que les coûts annuels pour la main-d'œuvre devraient chuter de près de 920 millions par rapport à 2002.

Les compagnies aériennes sont sensibles aux risques divers — à l'économie, aux fluctuations des prix du pétrole, au terrorisme — mais une croissance de l'économie, combinée à une chute des prix du pétrole, pourrait donner lieu à une excellente performance de l'action de la compagnie au cours de la prochaine année.

Air Canada, qui sort jeudi de la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des

compagnies, auquel elle avait eu recours le 1^{er} avril 2003, devait tenir une conférence téléphonique aujourd'hui pour discuter de sa stratégie d'affaires.

Les nouvelles actions pourront se négocier à compter du lundi 4 octobre à la Bourse de Toronto.

Optimisme

La force d'Air Canada sur le marché des vols internationaux est ce qui justifie l'optimisme de l'analyste Rick Erickson, de Calgary. «Le marché international — l'Asie, tout particulièrement — est très prometteur en termes de croissance», souligne-t-il.

Si les transporteurs américains ont connu de graves difficultés ces derniers mois, Air Canada aura plus de succès, prévoit M. Erickson, en partie parce que les transporteurs aériens ont bénéficié d'une aide généreuse du gou-

vernement américain au lendemain des attentats terroristes du 11 septembre 2001.

Le gouvernement canadien, lui, n'a pas offert une aide aussi importante. Le gouvernement américain a soutenu artificiellement les transporteurs américains ces dernières années, ce qui leur a permis de continuer à fonctionner sans avoir à se livrer à une restructuration, alors qu'Air Canada n'a pas eu le choix de le faire, note M. Erickson.

Par ailleurs, Air Canada pourrait aller chercher plus d'un milliard — qu'elle pourrait alors investir dans sa flotte d'appareils — en se délestant de plusieurs divisions, dont ses services d'entretien d'avions et de manutention des bagages, ainsi qu'Aéroplan, son populaire programme de fidélisation.

Presse canadienne

Changez d'airs.

Parce que la diversité musicale a besoin d'espace,
la radio publique crée une nouvelle chaîne. Espace musique.

Classique Jazz Chanson Musique du monde



ESPACE
MUSIQUE
100,7 FM

www.radio-canada.ca/radio

• LES ACTUALITÉS •

Convention sur la diversité culturelle

Louise Beaudoin placerait la barre trop haut

La Coalition pour la diversité culturelle estime que l'avant-projet de convention de l'UNESCO est une base valable de discussions

ROBERT DUTRISAC

Québec — La récente sortie de Louise Beaudoin sur la diversité culturelle a provoqué une casure dans la position québéco-canadienne sur cette question. Désormais, il y a, d'un côté, ceux qui croient que l'avant-projet de convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle est une base valable de discussions et, de l'autre, il y a ceux qui, comme l'ancienne ministre péquiste et l'opposition officielle à Québec, soutiennent que cette convention doit être contraignante et prévaloir sur les accords chapeautés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Joint à Paris, où s'est terminée une première séance de travail d'une semaine portant sur cet avant-projet de convention et réunissant les experts de 148 pays, Robert Pilon, vice-président exécutif de la Coalition pour la diversité culturelle, ne cachait pas sa déception. «On n'est pas d'accord: on pense que la convention est un bon point de départ et on pense qu'on a eu raison d'aller à l'UNESCO. On y est; on y reste», a-t-il dit.

Dans une entrevue accordée au *Devoir* la semaine dernière, Louise Beaudoin a dit qu'elle craignait que cette convention, si elle était adoptée telle quelle, n'ait aucun effet tout comme, malheureusement, d'autres conventions de l'UNESCO. Elle se demandait s'il n'aurait pas été mieux, tout compte fait, d'adopter une démarche indépendante plutôt que de s'en remettre à l'UNESCO. L'ancienne ministre des Relations internationales estime que le Québec doit livrer bataille pour que la convention soit contraignante pour les pays qui la signent et qu'elle prévale sur les traités de l'OMC.

C'est l'apparente mollesse du coprésident de la Coalition canadienne pour la diversité culturelle, Pierre Curzi, qui a justifié l'intervention publique de Mme Beaudoin, a-t-elle confié. «Tout le monde avait l'air de dire [de la convention]: c'est le plafond, pas le plancher. Ils étaient défaitistes en quelque part.»

Le porte-parole de l'opposition officielle pour les relations internationales, Daniel Turp, a également pris parti pour que la convention sur la diversité culturelle soit placée au-dessus des traités de l'OMC. Il a réclamé de plus que le mécanisme de règlement des différends contenu dans le projet, qui se solde par une conciliation sans effet contraignant, soit remplacé par un tribunal doté du pouvoir de trancher, à l'instar de l'OMC. «On va maintenir la barre très haute», a-t-il dit au *Devoir*.

Une «lubie»

Or, pour le père du concept de diversité culturelle, le juriste Ivan Bernier, qui conseille les gouvernements canadien et québécois sur cette question, «c'est une lubie» de penser qu'une convention sur la diversité culturelle, ou tout traité semblable, puisse être placée au-dessus de tous les autres accords internationaux, notamment ceux de l'OMC. «Daniel Turp, ça ne rime à rien son affaire», juge M. Bernier. L'important, à son avis, c'est que la convention de l'UNESCO ne soit pas subordonnée aux autres traités. Il estime que c'est «une généralisation absolue» de penser, comme Mme Beaudoin l'a exprimé, que chaque fois qu'un conflit surgira entre la

culture et les traités commerciaux, c'est l'OMC qui tranchera.

«Il faut faire le débat», estime quant à elle Louise Beaudoin. Elle avoue avoir été influencée dernièrement par des penseurs altermondialistes de l'UQAM comme Christian De Block et Dorval Brunelle. «Moi aussi j'ai cru Bernier. On est souvent les otages des experts», a-t-elle dit. «Pourquoi y a-t-il une hiérarchie et que ce sont toujours les droits commerciaux qui sont en amont et auxquels on doit s'ajuster?» s'interroge-t-elle aujourd'hui.

Du côté du gouvernement Charest, on n'a pas revu la position du Québec sur la diversité culturelle. Le ministre de la Culture et des Communications, Line Beauchamp, est d'ailleurs restée muette à ce sujet la semaine dernière. Les élus libéraux n'ont pas non plus dit s'ils acceptaient de tenir une commission parlementaire sur l'avant-projet de convention, comme le demande le député Daniel Turp.

S'il est vrai que le texte de cet avant-projet de convention est une bonne base de discussions, Robert Pilon estime cependant que des

JACQUES GRENIER LE DEVOIR
Louise Beaudoin.

points cruciaux restent encore à préciser. C'est le cas de la relation entre la convention avec les autres accords internationaux telle que libellée dans deux variantes de l'article 19 du texte. D'ailleurs le Comité international de liaison des

Coalitions pour la diversité culturelle a proposé une série d'ajouts et de changements à l'avant-projet pour faire en sorte que la convention soit renforcée. Ce comité réunit 20 pays, le double d'il y a six mois. Ils seront 25 d'ici à la fin de l'année, a avancé M. Pilon. Mme Beaudoin, qui venait de prendre connaissance de ces commentaires du comité international, a estimé que c'était déjà «plus ferme» que ce M. Curzi affirmait.

Ivan Bernier craint qu'en fixant la barre trop haut, «qu'en soulevant des épouvantails, on discrédite la nature de l'effort qui est fourni. C'est dangereux». Si le projet de convention est rejeté «sous prétexte qu'il n'est pas contraignant de façon absolue, on retombe à zéro, c'est-à-dire que tout ça va se faire à l'OMC», a-t-il prévenu.

Placer la barre trop haut d'entrée de jeu pourrait nuire au ralliement des pays derrière la convention, estime Robert Pilon. «On aura une convention forte si on a beaucoup d'amis. On aura une convention plus faible si on a moins d'amis.»

Le Devoir

NOUVEAU-BRUNSWICK

Les travailleurs d'hôpitaux comptent débrayer aujourd'hui à Moncton

Fredericton — Désireux de faire valoir leurs revendications auprès de Bernard Lord, des travailleurs d'hôpitaux du Nouveau-Brunswick ont décidé de déclencher une grève en commençant par la circonscription du premier ministre.

Le président de la section locale du Syndicat canadien de la fonction publique, représentant quelque 6500 employés de l'entre-

tien, de soutien et de bureau, David Rouse, a annoncé que les syndicats entameraient leur grève aux deux hôpitaux de Moncton, aujourd'hui. Aucun autre établissement de la province ne sera touché par l'arrêt de travail, pour le moment, a déclaré M. Rouse.

Les travailleurs ont le droit de déclencher une grève depuis minuit, vendredi. Des négociations intensives au cours du week-end

et l'intervention personnelle de M. Lord ont retardé le débrayage, mais n'ont pas permis de résoudre le litige, qui porte principalement sur les salaires.

Les employés, qui incluent le personnel de la buanderie et de l'entretien, ainsi que des infirmières auxiliaires et des technologues en inhalothérapie et en cardiologie, réclament une hausse minimale de 12 %, plus divers ajustements.

Les deux parties ont convenu que 60 % des travailleurs demeureront à leur poste pour assurer les services essentiels pendant la grève.

Les autorités régionales de la santé, qui dirigent les hôpitaux du Nouveau-Brunswick, se préparent en vue d'une possible grève à la grandeur de la province.

Presse canadienne

Le téléphone cellulaire met la GRC sur les dents

DENE MOORE

Deux côtés

Saint-Jean — La facilité d'accès et les progrès réalisés par des technologies telles que les téléphones cellulaires et les systèmes de messagerie textuelle mettent la police sur les dents, selon un rapport interne de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) obtenu en vertu de la Loi d'accès à l'information.

«En tant que dispositif de transmission tant de la voix que de messages électroniques textuels, l'omniprésence du téléphone cellulaire au sein du grand public devient un phénomène avec lequel il faut compter», est-il écrit dans le document, préparé en mars.

En Grande-Bretagne, la police a confisqué des téléphones cellulaires à des personnes prenant part à des manifestations contre l'intervention militaire dirigée par les États-Unis en Irak, de concert avec les forces britanniques, selon le rapport. «La police [britannique] serre la vis aux militants qui viennent [aux manifestations] équipés de cellulaires — et elle est apparemment autorisée à le faire» en vertu des dispositions des législations antiterrorisme adoptées à la suite des attentats perpétrés le 11 septembre 2001 aux États-Unis, affirme la GRC dans son rapport.

Les avancées technologiques représentent toujours de nouveaux défis pour les forces policières, a indiqué Ted Vincent, responsable de la section des technologies de l'information au sein de la Police provinciale de l'Ontario.

Les avancées technologiques représentent toujours de nouveaux défis pour les forces policières

«Chaque changement technologique a ses côtés bénéfiques et ses côtés pas si bénéfiques que ça», a déclaré M. Vincent en entrevue.

«Certaines personnes veulent [...] que la collectivité en tire réellement profit, d'autres trouvent le moyen de s'en servir à des fins criminelles», a-t-il ajouté.

Toutefois, il n'y a pas grand-chose que la police puisse y faire, a reconnu M. Vincent.

La GRC se penche sans cesse sur toutes les nouvelles technologies faisant leur apparition sur le marché, a indiqué la caporale Monique Beauchamp, porte-parole de la GRC à l'échelle nationale.

Mme Beauchamp n'a pas voulu se prononcer de façon précise au sujet du rapport.

«Il s'agit d'une nouvelle technologie, cela évolue, mais il ne s'agit certainement pas de quelque chose qui soit actuellement impossible à gérer», a-t-elle affirmé.

Presse canadienne

JOLICOEUR & ASSOCIÉS
Bureau de Recherche Marketing Sociale

Recherche sociale appliquée
Stratégie et planification
Marketing de services

La référence en recherche sociale au Québec

- Recherche quantitative et qualitative / CNS
- Évaluation de programmes
- Recherche socio-économique et développement régional
- Expertise statistique
- Évaluation de services à la clientèle
- Profil socio-culturels / Statmédia

contactez-nous

www.etudesondage.com
(514) 284-3106 ou 1-800-636-3106

cns
centre national de sondage



Ce matin à 10h

La face cachée de
MICHEL TREMBLAY

BAZZO
dès 9h

Réalisation: Jacquelin Castonguay

95.1 FM
Première Chaîne
Radio-Canada

www.radio-canada.ca/indicatifpresent

• LES ACTUALITÉS •

Briser le silence



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

QUELQUE 15 000 PERSONNES ont participé hier matin à la 12^e «Marche pour la vie» de la Fondation Farha, organisée dans les rues de Montréal afin de recueillir des fonds pour les 20 000 Québécois atteints du sida ou du VIH. Les 360 000 \$ amassés durant la journée seront ainsi redistribués à plusieurs organismes de soutien aux victimes. Des militants du Comité Lipo Action ont d'ailleurs profité de l'événement pour faire un peu de sensibilisation sur le problème de la lipodystrophie (accumulation ou perte sévère de gras qui cause des déformations physiques), un syndrome complexe qui affecte les personnes vivant avec le VIH et recevant un traitement antirétroviral.

Pénuries de main-d'œuvre spécialisée

Le vieillissement de la population n'explique pas tout

COLIN PERKEL

Toronto — Le vieillissement de la population canadienne ne constitue que l'un des nombreux facteurs qui pourraient entraîner de sérieuses pénuries de main-d'œuvre qualifiée au pays, ces prochaines années, selon les conclusions d'une nouvelle étude. Menée par deux professeurs de sociologie de l'Université de Western Ontario, à London, cette étude laisse entendre que d'autres facteurs tels que les conditions de travail ou encore la durée de l'apprentissage et de la formation universitaire pourraient s'avérer tout aussi importants, sinon davantage. En conséquence, tant les employeurs que les législateurs doivent regarder au-delà des simples données démographiques au moment de préparer des politiques devant leur permettre de parer à la rareté des travailleurs qualifiés, estiment les spécialistes. «Le vieillissement de la main-d'œuvre n'est ni le seul ni nécessai-

rement le facteur déterminant le plus significatif des pénuries de travailleurs spécialisés», a affirmé Julie Ann McMullin, coauteure du rapport récemment publié par les Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, groupe de réflexion dont le siège est situé à Ottawa.

«D'autres facteurs vont beaucoup contribuer aux possibles pénuries de main-d'œuvre», at-elle précisé.

Bien que certains secteurs pourraient connaître des difficultés à trouver des travailleurs qualifiés, les auteurs de l'étude concluent qu'il n'est pas approprié de dire qu'une crise générale de la main-d'œuvre qualifiée se dessine en raison du vieillissement de la population. «Il paraît vraisemblable qu'il y aura des zones sensibles de pénuries de travailleurs spécialisés, localisées en termes de géographie et d'industrie ou d'occupation», est-il écrit dans le document.

Presse canadienne

Culture du pot: les gens de Pierreville s'inquiètent

Même certains étudiants s'absentent de leurs cours ou abandonnent des emplois légaux pour travailler à la récolte des plants

Pierreville — Des résidents de la petite municipalité agricole de Pierreville craignent de perdre la guerre contre les trafiquants de drogue, qui se sont infiltrés dans les champs de maïs des fermiers du coin pour y faire pousser de la marijuana et y recruter des étudiants locaux pour en faire la récolte.

Ainsi, l'agriculteur Jean-François Côté a récemment découvert 220 plants de pot dans son champ de maïs.

En peu de temps, cette région fertile, à mi-chemin entre Montréal et Québec sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent, a acquis la réputation d'être un leader de la culture du pot au Canada.

Des statistiques montrent qu'en 2003, la police a saisi plus de plants de marijuana au Québec qu'en Colombie-Britannique, une province pourtant connue pour la culture du cannabis.

Les élèves de la partie

Pierreville est maintenant au cœur de la culture de la marijuana au Québec. Les agents de la Sûreté du Québec y ont trouvé de nombreux plants de pot cachés dans les champs de maïs.

Les policiers y travaillent cinq jours sur sept à arracher les plants de pot et à les charger sur leurs véhicules tout-terrain. La récolte policière a débuté il y a un mois et se poursuivra jusqu'à la fin d'octobre.

Le principal de l'école secondaire de la ville voisine de Nicolet affirme que certains de ses étudiants s'absentent de leurs cours ou abandonnent des emplois légaux pour travailler à la récolte du pot — et arrivent ensuite à l'école avec des vêtements chic, des voitures sport et beaucoup de gros billets. «Plusieurs ne sont pas subtils du tout», commente Claude Bernier.

M. Bernier s'inquiète de ce que les jeunes retiennent de cet argent facilement gagné — même les jeunes qui ne vont pas dans les champs de pot. «Ils apprennent qu'il y a des moyens faciles de gagner de l'argent, sans contraintes, sans responsabilités.»

Comme des centaines d'agriculteurs du centre du Québec, M. Côté a été interrogé par la police et a fait l'objet des ragots des voisins, même s'il a lui-même signalé le pot à la police. Ce père de trois enfants affirme n'avoir jamais touché à du pot.

Les fermiers qui déclarent le pot illégal à la police, comme M. Côté, font souvent l'objet de manœuvres d'intimidation et se voient offrir de l'argent pour garder le silence. De mystérieux incendies ont ainsi éclaté dans des granges de la région, où



JIM YOUNG REUTERS

Pierreville est maintenant au cœur de la culture de la marijuana au Québec.

des coups de feu ont aussi été tirés contre des bâtiments et de l'équipement agricole. Des cultivateurs ont même trouvé des pièges, des explosifs et des pièges à animaux.

Les enseignants, agriculteurs, leaders politiques, médecins et policiers de l'endroit ont formé un comité pour essayer de trouver des solutions. Sans succès jusqu'à présent.

Presse canadienne

LOTTO QUÉBEC		RÉSULTATS	
SUPER 7		Tirage du 2004-09-24	
7/7	0	2 500 000,00 \$	
6/7+	3	241 943,10 \$	
6/7	76	2 785,50 \$	
5/7	4 872	155,20 \$	
4/7	106 354	10,00 \$	
3/7+	99 269	10,00 \$	
3/7	897 579	Participation gratuite	
649		DES GROS LOTS PLUS GROS, PLUS SOUVENT	
LOTTO 649		Tirage du 2004-09-25	
6/6	1	17 775 713,00 \$	
5/6+	3	182 332,80 \$	
5/6	212	2 131,40 \$	
4/6	11 681	73,30 \$	
3/6	219 748	10,00 \$	
2/6+	165 232	5,00 \$	
Complémentaire: (26)		Ventes totales: 26 673 738 \$	Prochain gros lot (appr.): 4 000 000 \$
QUÉBEC 49		Tirage du 2004-09-25	
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	0	50 000,00 \$	
5/6	18	500,00 \$	
4/6	1 133	50,00 \$	
3/6	22 568	5,00 \$	
Complémentaire: (27)		Ventes totales: 689 355,00 \$	
DOUBLE JEU 49*		Tirage du 2004-09-25	
02 03 17 48	86	581,40 \$	
13 23 26 29	109	229,30 \$	
18 20 25 34	76	328,90 \$	
*Seules les sélections participant au Lotto 6/49 et au Québec 49 sur le même billet sont admissibles à la promotion.			
Extra		Tirage du 2004-09-24	
NUMÉRO	LOT	NUMÉRO	LOT
250331	100 000 \$	769588	100 000 \$
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.			

CENTRE ST-PIERRE
La conférence de la rentrée

LA FIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN
Le début d'une démocratie

Avec Jean Bédard

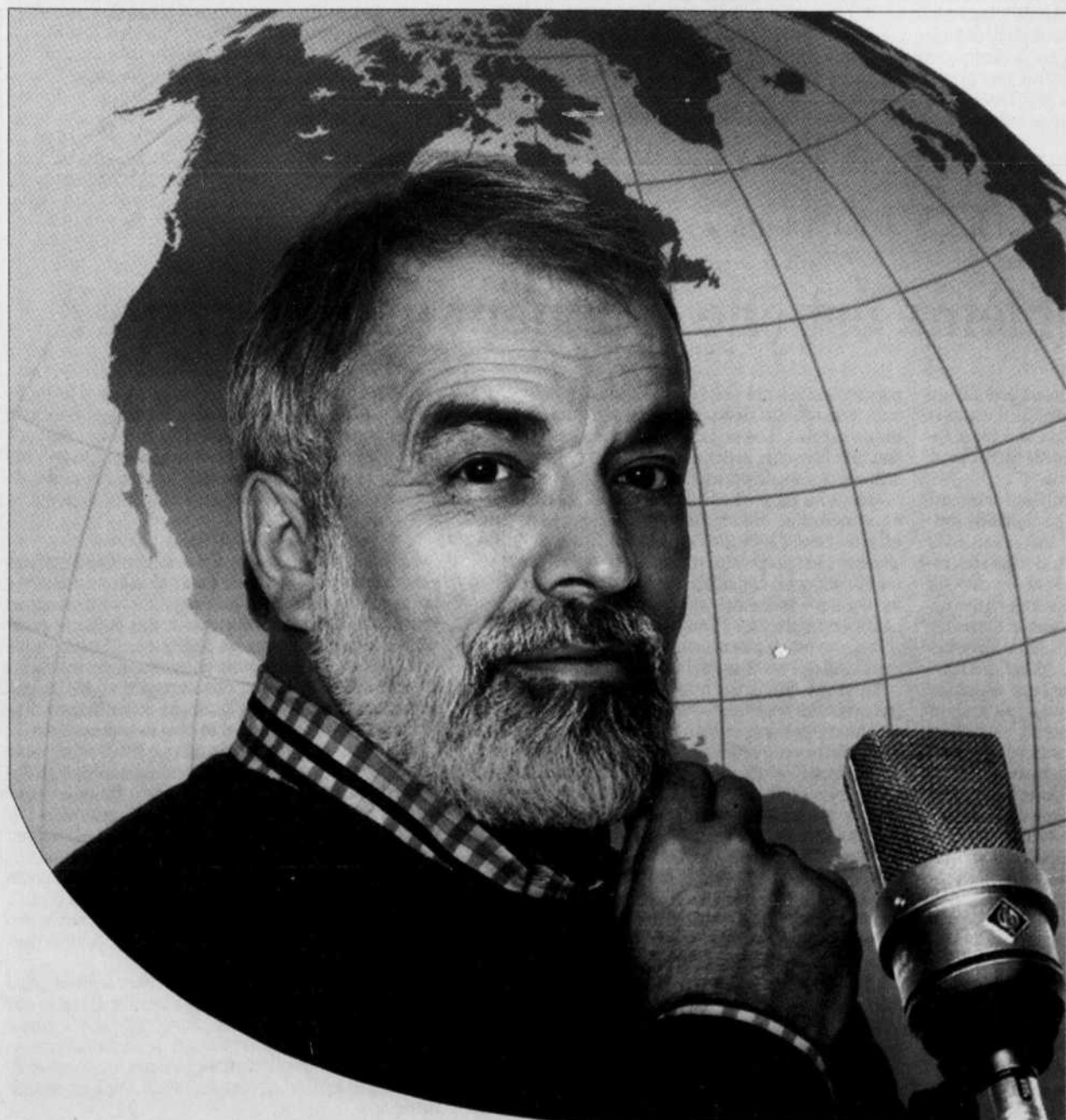
Essayiste et romancier de réputation internationale, Jean Bédard est un philosophe et un travailleur social de carrière. Il est reconnu au Québec pour sa vision globale de la détresse sociale.

Pour Jean Bédard, l'auteur de la trilogie des trois maîtres de la pensée Maitre Eckhart, Nicolas de Cues et Comenius, l'empire américain, malgré sa toute puissance donnent des signes d'écroulement. Il faut bâtir une nouvelle société sur les cendres de cet empire. Mais quelle société? Quel monde? Animé de quel esprit? La conférence de la rentrée pour celles et ceux qui croient en un monde meilleur.

CONFÉRENCE MERCREDI 29 SEPTEMBRE 2004
19 H 30 — SALLE MARCEL-PEPIN
15 \$ (ÉTUDIANTS 10 \$)

POUR RÉSERVER VOTRE PLACE 514 524-3561

1212, rue Panet, Montréal (Québec) H2L 2Y7
www.centrestpierre.org



Aujourd'hui à 13h

Entrevue exclusive avec
BRIGITTE BARDOT

MAISONNEUVE
dès 11 h 30

Réalisation: Lucie Benoit

95.1 FM
Première Chaîne
Radio-Canada

www.radio-canada.ca/maisonneuve

É D I T O R I A L

Un bouclier,
de force

Le ministre fédéral de la Défense, Bill Graham, s'est affiché clairement jeudi dernier en faveur de la participation du Canada au déploiement américain du bouclier antimissile. «Je pense que le Canada le regrettera s'il n'y participe pas», a-t-il affirmé. S'il cessait un instant de jouer sur les mots, le premier ministre Paul Martin ne le dirait pas autrement.

Il nous en coûte d'avoir à le reconnaître, mais la déclaration de M. Graham coule de source, pour ainsi dire. «Pour le meilleur et — surtout — pour le pire, Ottawa doit y participer», écrivait samedi dans nos pages un spécialiste québécois de la question, Stéphane Roussel. Notez l'accent de résignation.

À quelles conditions? Objectivement, cela n'a pas grande importance. Le nœud de la question tient au fait que les États-Unis iront de l'avant, avec ou sans le Canada — et, selon toute vraisemblance, avec ou sans George Bush à la présidence. Aussi, les contorsions nombreuses qu'Ottawa met en scène pour acquiescer sans en avoir l'air traduisent l'impassibilité inconfortable dans laquelle il se trouve. Si Ottawa dit oui, c'est qu'il est aspiré.

Or le Canada est contraint de jouer le jeu du bouclier antimissile dans la mesure où il est prisonnier d'une géographie qui le fait voisin d'un empire. Ce qui confine le débat au surréalisme, au vu du fait que, sur le fond, l'efficacité militaire du projet est extrêmement contestée.

Un refus équivaldrait pour Ottawa à renoncer au peu de pouvoir dont il dispose au chapitre d'une défense continentale que les Américains réforment unilatéralement dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001 — et à laquelle la Grande-Bretagne, l'Australie, le Japon, la Corée du Sud et Israël ont déjà accepté d'apporter leur collaboration par l'entremise de leurs stations d'observation satellitaires.

En l'occurrence, M. Graham a raison de dire qu'un refus de participer marginaliserait le Canada et porterait atteinte à «notre souveraineté» en abandonnant aux États-Unis le contrôle de l'espace aérien canadien. Ici tient la quintessence du caractère relatif de la souveraineté canadienne. Ainsi, ceux qui croient que le Canada aurait raison d'opposer au développement du bouclier la même résistance qu'à la guerre d'Irak pêchent par confusion. Il fut politiquement possible pour le Canada de Jean Chrétien de refuser d'entrer en guerre au nom du multilatéralisme onusien. L'enjeu bilatéral que constitue le bouclier antimissile ne donne malheureusement pas cette marge de manœuvre à Paul Martin. Un non affecterait négativement le «tissu institutionnel» qui lie les deux pays, pour reprendre les mots de M. Roussel, et placerait le Canada dans une situation délicate.

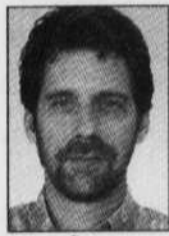
Son assentiment, Ottawa devrait l'avoir officiellement donné d'ici au 30 septembre, alors que les États-Unis mettront en service la première phase de leur bouclier antimissile. Le tout premier intercepteur de missiles intercontinentaux est installé en Alaska depuis le 22 juillet dernier. Dans les faits, la bénédiction canadienne est déjà officieusement accordée: au début de l'été, le gouvernement acceptait que des modifications soient apportées à l'accord du NORAD afin que l'organisation sous direction binationale puisse contribuer au fonctionnement du bouclier.

Aussi y a-t-il abus de langage de la part du gouvernement Martin à continuer de prétendre «négocier» sa participation avec les Américains. Qu'il marche sur des œufs et qu'il tergiverse à des fins de popularité électorale n'est pas incompréhensible. Donner l'impression qu'il y a pourparlers d'égal à égal, c'est insulter l'intelligence populaire.

Comme il y a manipulation à nier, comme le font MM. Martin et Graham, que le projet de bouclier, qui n'est encore pour le moment qu'une initiative terrestre et maritime, ouvre la porte à moyen terme à la militarisation de l'espace. Washington ne fait pourtant pas secret de son désir de mettre en place un volet spatial du bouclier en 2012.

Si bien que, quoi qu'il en dise, M. Martin engage de force les Canadiens sur une pente glissante dont on ne sait trop où elle les conduira. Ce qui rend la pilule de ce bouclier, qui produira un immense gaspillage de ressources et d'argent dont va se gaver l'industrie militaire, d'autant plus difficile à avaler. On peut compter sur le Bloc et le NPD, au moment de la rentrée parlementaire dans une semaine et demie, pour signaler au gouvernement — minoritaire — de Paul Martin qu'il vaudrait infiniment mieux consacrer les milliards que coûtera le bouclier à la santé, à l'éducation et à la prévention des conflits. Mais c'est un argument que la realpolitik préfère toujours refuser d'entendre.

gtaillefer@ledevoir.com



Guy Taillefer

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

DES CLINIQUES MÉDICALES DANS LES SUPERMARCHÉS LOBLAWS...



L E T T R E S

Proximité et promiscuité

L'affaire (est-ce une affaire?) des incitatifs offerts aux médecins et cliniques médicales par Pharmacies Jean Coutu et autres organisations du commerce de pharmacie est traitée de façon étonnamment confuse par les trois quarts des journalistes, tous médias réunis.

Il est évident que la proximité d'un bureau de médecin et d'une pharmacie est pratique. Elle est même souhaitable. Mais proximité ne doit pas être confondue avec promiscuité, et c'est là que la plupart des journalistes s'égarent.

Lorsque médecin et pharmacien sont à dix ou cent mètres l'un de l'autre, le patient en voit sa démarche simplifiée. Voilà l'utile et légitime proximité. Lorsque le pharmacien procure un avantage commercial à un médecin pour l'attirer à ses côtés, voilà la douteuse promiscuité.

Comment se fait-il que la plupart des journalistes ne se sont pas employés à faire la différence entre les deux? La télévision nous montre des interviews dans la rue où les gens se font demander s'ils trouvent normal que pharmacien et médecin se côtoient. C'est bien évident que les gens trouvent ça normal et commode.

C'est ce qu'on appelle noyer le poisson. Si le journaliste posait la vraie question, portant sur l'incitatif commercial et la relation d'affaires entre pharmacien et médecin, alors il ferait vraiment son travail.

Qu'un médecin ou un pharmacien héberge son confrère dans son édifice est normal, à condition que le tout se fasse au prix du marché. Point. Mais dès qu'une incitation commerciale de quelque nature intervient entre les deux, que ce soit un loyer à taux privilégié, une prime de bienvenue ou autre bonbon, cela devient de la promiscuité. Comment s'imaginer que la clinique médicale qui profiterait d'un loyer à taux privilégié consenti par son proprio pharmacien puisse se sentir libre de toute attache?

Poser la question c'est y répondre. Ce que le docteur Daniel Poulin a dénoncé est une affaire d'éthique très simple. La plupart des médias y ont introduit la confusion en ne distinguant pas proximité et promiscuité.

Louis Germain
Québec, septembre 2004

Promotion de l'industrie
nucléaire canadienne
en Chine

Monsieur le premier ministre Paul Martin, j'ai appris à la radio qu'une délégation canadienne serait actuellement en République populaire de Chine, afin de faire la promotion de la technologie nucléaire canadienne, notamment du réacteur CANDU (canadien deutérium uranium).

Je me demande pourquoi, après tant d'accidents, de problèmes de mise au rancart, de disposition sécuritaire des déchets nucléaires et de toute la pollution induite par la processus même d'extraction et de traitement de l'uranium, le Canada s'obstine encore à faire la promotion d'une industrie dont l'activité aura des conséquences environnementales qui vont se faire sentir durant des millénaires?

Je ne sais trop quoi penser. Serait-ce le dogme néolibéral qui proscriit toute intervention dans les mécanismes «purs et parfaits» du marché qui vous empêcherait d'intervenir et d'exiger un débat en règle sur le nucléaire et ses effets sur les générations à venir?

erait-ce le lobby nucléaire qui vous aurait convaincu que la solution au réchauffement global passe par l'atome? Serait-ce parce que tout simplement, vous n'en avez strictement rien à foutre?

Monsieur le premier ministre, la radioactivité n'est pas à prendre à la légère. Il s'agit d'une des formes les plus pernicieuses de contamination.

Toute la chaîne industrielle liée au nucléaire

constitue un danger dont nous ne mesurons pas suffisamment l'impact. À ce sujet, je vous conseille vivement de prendre connaissance des travaux de Mme Rosalie Bertell, docteure en biométrie et spécialiste de la question.

Alors, de grâce, avant de vendre des centrales comme on vend de la salade, organisons un débat sérieux et objectif sur la question et plaçons, pour une fois, le profit au bas de la liste des préoccupations.

Jacques Mercier
Rouyn-Noranda, 22 septembre 2004

Une responsabilité
planétaire

La semaine dernière, lors de son premier discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, le premier ministre Paul Martin a appelé la communauté internationale à agir, en intervenant lors de crises humanitaires, en mettant fin à la militarisation de l'espace, en protégeant notre environnement pour les générations futures et en mettant fin à la pauvreté mondiale. Nous louons la vision du premier ministre de «mettre notre humanité commune au cœur des priorités des Nations unies». Le Canada est actuellement dans un processus d'examen de sa politique internationale. L'examen traitera de façon holistique la défense, le commerce, les affaires étrangères et le développement international. L'éradication de la pauvreté mondiale doit être au centre de la politique étrangère canadienne au moment où le pays redéfinit son rôle sur la scène internationale. Nous avons une responsabilité à l'échelle mondiale en matière de condition humaine et, c'est pourquoi nous pressons le premier ministre de montrer l'exemple et de mettre sa vision en application ici au Canada.

Gerry Barr
Président-directeur général
Conseil canadien pour la coopération internationale
Le 22 septembre 2004

LIBRE OPINION

Médecine: la racine du problème est-elle vraiment à l'université?

FRANÇOIS MARTIN CARRIER
Médecin résident en anesthésiologie
Université Laval

J'ai été foudroyé par la lecture d'un article paru dans la page Idées du *Devoir* du 10 septembre et intitulé: «Et si la racine du problème se trouvait à l'université?». L'auteur, Alain Rouillard, partageait avec nous ses innombrables déceptions envers le système de scolarisation de nos médecins. Sans être en total désaccord avec certains de ses propos, je ne puis appuyer la majeure partie de son argumentaire.

M. Rouillard, Ph. D en chimie, partage avec nous certaines failles qu'il a détectées dans le système de subvention des recherches médicales, celui de l'acceptation des candidats dans les facultés de médecine, celui du contingentement de ces candidats et celui du salaire. Il tente aussi d'extrapoler ces failles aux difficultés que vit actuellement notre système de santé. À ceci, je ne peux que m'opposer. De plus, plusieurs des exemples mentionnés dans son texte sont réels, mais je ne suis pas d'accord avec les liens établis qui en découlent.

La recherche

Certes, il y est plus facile pour un médecin chercheur d'obtenir des subventions. Pourquoi? Parce que les organismes subventionnaires veulent des résultats. Ces résultats s'obtiennent plus rapidement par la recherche clinique plutôt que la recherche fondamentale. C'est triste, mais réel. Est-ce la faute du médecin? Non.

M. Rouillard mentionne aussi le travail clinique des médecins chercheurs, 40 % de leur temps cite-t-il,

comme étant une faveur supplémentaire à leur égard. À cela, je ne peux que répondre qu'il est normal et souhaitable pour un médecin chercheur de pratiquer la médecine s'il veut demeurer médecin et chercheur.

Dans le même paragraphe, M. Rouillard trace un parallèle entre son titre de docteur et celui des médecins, lesquels n'ont rien en commun. M. Rouillard a étudié huit années, les médecins spécialistes-chercheurs entre 10 et 11; malgré des durées similaires, il y a une énorme différence entre un MD et un Ph. D et tout le monde dans le domaine médical et celui de la recherche fait la différence. Tout le monde sait que le MD n'a pas rédigé de thèse de recherche. M. Rouillard établit aussi une démarcation entre les divers stades de l'éducation médicale et ceux des études universitaires en général, tentant de démontrer que le titre de docteur est octroyé trop rapidement. Quel est le problème? Toute personne intéressée sait qu'un MD est un doctorat de premier cycle et que le Ph. D est un doctorat de troisième cycle.

Le système d'éducation médical est différent, probablement pour des raisons historiques, mais même si nous l'uniformisons aux grades habituels de l'éducation universitaire, le résultat serait le même: des médecins.

L'admission

Ensuite, l'admission dans les facultés. M. Rouillard partage avec nous son désir d'étudier la médecine et, sur ce, critique les moyens établis par les facultés pour choisir leurs candidats. Je suis tout à fait d'accord avec lui pour dire que ces moyens sont imparfaits, mais tous les moyens le seraient aussi.

Comment choisir les 150 à 200 meilleurs candidats

parmi d'excellents collégiens et universitaires? Il y aura toujours des déçus et toujours d'excellents candidats refusés. Les résultats scolaires antérieurs ne sont pas l'absolue assurance d'un bon choix, mais ils sont une méthode parmi d'autres.

Quant au rapport collégien/universitaire, il peut être vu comme discriminatoire, mais une ligne doit être tracée. Le cégep existe au Québec et pas ailleurs, c'est pour cette raison que l'on demande aux futurs médecins canadiens anglais et américains d'effectuer un «Bachelor» après le «High School» pour entrer en médecine... Dans le contexte de la pénurie actuelle, n'est-ce pas un avantage que de former des médecins qui pratiqueront deux années de plus?

Enfin, M. Rouillard nous dit qu'il est déçu de ne pas avoir été accepté en médecine malgré ses compétences, et c'est en effet bien dommage. Il cite entre autres arguments l'équité en matière d'emploi comme raison pour décréter un pourcentage d'hommes et de femmes à accepter dans les facultés, car les femmes «non productives sont sur-représentées» et que l'on devrait «faire de la discrimination positive à l'égard des hommes»...

L'équité n'est-elle pas le fait de donner la chance à tous selon leurs compétences et non selon leurs caractéristiques socio-démographiques?

De plus, mes collègues féminines, hormis deux à trois années de congé de maternité sur une période de 35 années de pratique, sont tout autant productives que mes collègues masculins, sinon plus. La féminisation de la profession médicale n'a, à mon avis, eu que du bon, bien que la présence de femmes modifie la manière dont la gestion des effectifs médicaux doit se faire.

M. Rouillard nous demande de s'insurger contre

les absurdités du système, et je le fais. Honnêtement. Celles de l'octroi des subventions, celles du système d'acceptation, celles du contingentement, mais pas celles du rapport hommes-femmes ou collégiens-universitaires dans les facultés, ni celles du cheminement différent, des titres différents, etc.

Le salaire

Et le salaire... parlons-en! Le salaire des médecins est peut-être élevé, mais il est le plus bas au Québec par rapport au reste de l'Amérique du Nord, et jamais je n'irai pratiquer ailleurs pour des raisons pécuniaires, ni la plupart de mes collègues... Il est triste de voir que beaucoup de gens considèrent les médecins comme des gens ne se préoccupant que de l'argent, mais la plupart sont de rigoureux scientifiques désirant bien faire leur travail et le bien de leurs patients.

J'aimerais terminer en disant que les déceptions de M. Rouillard quant à ses voies professionnelles ne doivent pas être projetées sur un système entier en exposant de possibles modifications de ce système qui favoriseraient un profil comme le sien (et en tentant d'en démontrer le bien-fondé). Certains de ses propos sont justes, mais la plupart sont à mon avis exposés d'une manière tendancieuse. La profession médicale a perdu des plumes dans l'image sociale durant la dernière décennie; parfois pour le meilleur, parfois pour le pire.

Mais les propos de D' Rouillard sont teintés, selon moi, d'une frustration qui est aussi partagée par d'autres gens. Et c'est triste. Parce qu'elle est fautive.

Le système médical et celui des admissions en médecine sont minés d'imperfections, mais ne les attribuez pas à ceux, qui comme vous, veulent devenir médecins.

IDÉES

Vers un budget participatif à Montréal?

LUC RABOUIN

Groupe de travail sur la démocratie municipale et la citoyenneté (SodecM)

Le troisième Sommet citoyen sur l'avenir de Montréal tenu du 17 au 19 septembre dernier au cégep du Vieux-Montréal a été l'occasion non seulement de présenter en détail l'idée d'un budget participatif à Montréal inspiré de l'expérience de la Ville de Porto Alegre au Brésil, mais aussi d'en débattre. Des invités du Brésil, de la France et de la Grande-Bretagne, mais aussi des villes d'Ottawa et de Québec sont venus nous parler à la fois des problèmes de légitimité de la démocratie représentative et des possibilités offertes par un processus de budget participatif pour une ville plus démocratique et plus égalitaire où la citoyenneté reprend tout son sens.

Le maire de Montréal, à qui nous avions demandé s'il croyait qu'il était souhaitable que sa ville joigne le mouvement des municipalités qui ont implanté un budget participatif (plus de 250 villes, notamment en Amérique latine et en Europe), en a surpris plus d'un en affirmant qu'il était totalement en faveur de ce projet... et que nous avions déjà un budget participatif à Montréal! Il a fallu que la professeure à l'Université du Québec à Montréal, Anne Latendresse, lui explique «la différence entre démocratie de consultation, où les citoyens sont invités à exprimer leurs points de vue, mais où le pouvoir demeure entièrement entre les mains des élus, et la démocratie de participation où les citoyens sont encouragés à participer au processus de décision dans un rapport de cogestion avec les élus».

La vraie position du maire a alors émergé, c'est-à-dire une position traditionnelle où les élus sont imputables devant la population et où les citoyens peuvent, au mieux, apporter des suggestions, mais où leur seul pouvoir réel est de voter aux élections. D'ailleurs, le maire y est allé d'une envolée sur la faible présence des citoyens aux réunions du comité exécutif ou dans les commissions permanentes. Nous aurions voulu lui répondre que les citoyens participeront le jour où ils pourront participer à la prise de décisions.

C'est l'une des leçons tirées de Porto Alegre. Les citoyens de Porto Alegre n'ont pas reçu un implant génétique de participation à leur naissance. Au contraire, c'est lorsqu'ils ont constaté des résultats concrets que les citoyens ont commencé à participer de plus en plus. La première année, en 1989, ils étaient à peine 600 participants. En 2002, ils étaient plus de 17 000. En comptant les rencontres préparatoires plus informelles, la municipalité de Porto Alegre estime à 50 000 le nombre total de personnes qui participent aujourd'hui au processus visant la détermination des priorités d'investissement du budget municipal.

Le maire a rappelé que ce processus ne touchait environ que 15 % du budget soit la part consacrée aux investissements. C'est quand même plus que 0 %! Rappelons au maire qu'en 2003, c'est plus de 550 millions \$ qui étaient prévus pour les investissements à Montréal dont 229 millions \$ par l'intermédiaire des arrondissements. Ce n'est pas rien! [...]

Mais qu'est-ce que le budget participatif?

Le processus de budget participatif (BP) de Porto Alegre a été implanté en 1989 à la suite de la prise du pouvoir de la mairie de cette municipalité par le Front populaire, une coalition de partis menée par le Parti des travailleurs (PT). Lors de son installation à la mairie, la situation budgétaire de la ville était catastrophique. Les salaires des fonctionnaires municipaux accaparaient 98 % du budget total, ce qui laissait une marge de manœuvre des plus restreintes. La nouvelle administration a alors entamé des discussions avec le mouvement des associations de quartier qui revendiquait, depuis 1985, la participation populaire dans l'élaboration du budget municipal.

Au début, le succès du BP a été mitigé car il n'y avait que très peu de ressources à investir. À quoi bon participer à identifier les problèmes s'il n'y a pas de ressources pour y répondre? Une réforme de la fiscalité municipale, jumelée à une augmentation des transferts du gouvernement fédéral, a modifié la situation à partir de 1992. L'arrivée de nouvelles recettes a permis à la municipalité de réaliser de nouveaux investissements.

Le BP de Porto Alegre est considéré par l'ONU comme l'une des 40 innovations urbaines les plus notables dans le monde et a été sélectionné en conséquence à la Conférence Habitat II d'Istanbul, en juin 1996. La Banque mondiale cite en exemple le BP comme mode de gouvernance exemplaire. Finalement, le Forum social mondial a tenu ses trois premiers rendez-vous à Porto Alegre, présentée alors comme capitale mondiale de la démocratie.

À Porto Alegre, c'est l'exécutif qui détient la responsabilité légale d'élaborer le budget et de le présenter au conseil municipal (législatif) pour adoption. Dans le processus de BP, il y a un engagement implicite du maire à présenter telle quelle au conseil municipal la proposition de budget élaborée dans le cadre du processus de participation populaire. Cet engagement a toujours été tenu depuis 1989.

Le processus de BP se déroule sur une année complète. On y retrouve trois niveaux de participation:

■ le quartier: les gens se réunissent par comités de bout de rue, d'associations de quartier, de voisins, etc. C'est le lieu de participation de la plus grande partie de la population.

■ l'arrondissement (la municipalité est divisée en 16 arrondissements) où l'on retrouve deux instances de participation: l'assemblée plénière annuelle et le Forum régional des délégués. À l'assemblée plénière annuelle, où tous les citoyens sont invités, la mairie présente le bilan de l'année précédente, la population décide des thèmes prioritaires pour la région et élit ses deux conseillers (et ses deux substituts) au Conseil du budget participatif (CBP). Le Forum ré-



Janvier 2003. Des altermondialistes de partout sur la planète ont rendez-vous à Porto Alegre. Présentée comme la capitale mondiale de la démocratie, la municipalité a accueilli à bras ouverts les trois premiers rendez-vous du Forum social mondial.

gional des délégués se réunit sur une base mensuelle pour suivre la concrétisation des priorités régionales en investissements et projets réels.

■ la municipalité: à l'échelle de la municipalité, on retrouve deux lieux de participation populaire: les forums thématiques et le CBP. Il y a six forums thématiques (santé et assistance sociale; éducation, sport et loisir; culture; développement économique et fiscalité; organisation de la ville, développement urbain et environnement; circulation et transport).

Instance suprême

Le CBP est l'instance suprême de la pyramide participative. Il est composé de: deux conseillers et deux substituts pour chacun des 16 arrondissements; deux conseillers et deux substituts pour chacune des six assemblées thématiques; un représentant et un substitut pour l'Union des associations de quartiers; un représentant et un substitut pour le syndicat des employés municipaux; deux représentants et deux substituts pour le gouvernement municipal avec droit de parole mais sans droit de vote.

C'est au CBP qu'on discute, négocie et décide de la proposition de budget municipal élaboré par l'exécutif. C'est là qu'on révisé annuellement le processus du BP et qu'on discute des règles de distribution des ressources entre les arrondissements. Actuellement, il y a trois grands critères: les priorités identifiées par la population dans le cadre du BP; le niveau de carences de la région; le nombre de personnes habitant la région.

Des leçons à retenir

L'Union des associations de quartier de Porto Alegre a été partie prenante lors de la conception de ce processus participatif. Ce sont principalement les associations de quartier et les organismes communautaires qui organisent les réunions de quartier et qui mobilisent la population pour les grandes assemblées régionales et ce, sur une base indépendante de la municipalité.

Cette initiative de cogestion municipale a été rendue possible grâce à la rencontre entre le mouvement communautaire organisé et un parti politique, porteur d'un projet de transformations sociales. Nous pouvons douter de cette condition à Montréal. Par contre n'y aurait-il pas des élus de certains arrondissements qui pourraient porter un projet de ce type à l'échelle de leur arrondissement? L'expérience d'Ottawa nous démontre qu'il est possible de commencer à l'échelle plus locale. [...]

L'exercice de délibérations entre citoyens de

mêmes quartiers, de mêmes régions, d'une même ville permet de privilégier le bien commun et ainsi d'aller au-delà de l'intérêt individuel. Il représente une véritable école de la citoyenneté car les participants, en plus d'apprendre comment fonctionne la ville, développent leur connaissance des besoins et enjeux des autres secteurs de leur arrondissement et de la ville dans son entier. Ils apprennent aussi les limites en terme de ressources et, en conséquence, à faire des choix démocratiques.

Le BP de

Porto Alegre

est considéré

par l'ONU

comme

l'une des 40

innovations

urbaines les

plus notables

dans

le monde

Le budget participatif repose sur la mise en valeur du savoir populaire. D'autre part, il ne nie pas l'importance du savoir technique. Ainsi, l'expérience de Porto Alegre démontre qu'il est possible pour de simples citoyens de contribuer à l'exercice de prise de décision à partir de leur connaissance intime de la réalité de leur quartier en mettant celle-ci en dialogue avec les experts de la municipalité qui ont des connaissances toutes aussi essentielles.

Une source d'inspiration pour Montréal?

Les créateurs du budget participatif de Porto Alegre prétendent avoir développé une formule qui réinvente et radicalise la démocratie. [...] Est-ce souhaitable et faisable de développer un budget participatif à Montréal? Et si jamais il était pertinent de faire avancer cette idée de démocratie participative à Montréal, quelles seraient les conditions de mise en œuvre? Quels seraient les pièges potentiels? Quel rôle peut jouer le mouvement communautaire dans ce processus?

Ces questions ont commencé à être débattues lors du troisième Sommet citoyen sur l'avenir de Montréal et elles demeurent ouvertes à la discussion. Elles appartiennent maintenant aux personnes et aux groupes qui voudront bien investir leur intelligence et leur énergie à combattre le cynisme et à réinventer la démocratie à Montréal. [...]

Nous ne proposons pas de copier l'expérience de Porto Alegre, mais de s'en inspirer afin de développer notre propre projet montréalais. Nous souhaitons que le budget participatif de Montréal, comme celui de Porto Alegre, se conçoive en étroite collaboration entre les élus, les professionnels de la municipalité et les organisations communautaires. Nous proposons même de commencer ce travail à l'échelle de deux ou trois arrondissements à titre d'expérience-pilote, comme l'ont été les projets-pilote de revitalisation urbaine intégrée qui nous démontrent sans aucun doute qu'associer les citoyens à la planification du développement urbain est une approche gagnante pour tout le monde. Y a-t-il des volontaires?



Michel Venne

Génération X ou génération 101

Rien n'est plus dangereux qu'une généralisation. Personne ne peut prétendre parler au nom «des jeunes», par exemple, qui sont aussi différents les uns des autres que leurs parents le sont.

Au sein du même groupe d'âge, des comportements distincts se côtoient, même si entre les fans d'*Occupation double* et les militants de l'altermondialisme, des préoccupations communes émergent. Encore que... On a beau dire que «les jeunes» se préoccupent d'environnement, ils sont nombreux, dès qu'ils en ont les moyens, à se rendre au cégep en automobile. Nous ne sommes pas à une contradiction près. Et le monde change lentement.

Lundi dernier, l'ADQ a fait élire dans Vanier un candidat de 33 ans, Sylvain Légaré, lui-même partisan de l'animateur de radio Jeff Fillion. Celui-ci éructe quotidiennement son mépris contre tous ceux qui, au Québec, détiennent une forme de pouvoir. Il prétend s'exprimer au nom de la «génération X». La génération des jeunes hommes blancs frustrés par les progrès sociaux récents dont ils se sentent exclus, et incarnée par Mario Dumont.

Cette victoire ne signifie pas, comme le claironne le chef adéquate, que «le gros bon sens» du «monde ordinaire» est de son côté. L'ADQ triomphe dans certains secteurs mais plafonne ailleurs. Le dernier sondage CROP lui donne 12 % d'appui au Québec. Il avait récolté 18 % des suffrages en avril 2003.

En se radicalisant sur le plan moral et social comme il l'a fait en appuyant un mercenaire des ondes, M. Dumont s'éloigne de la majorité et donc, du pouvoir. Sa position constitutionnelle, bien qu'apparemment centrée, le confine également à l'opposition puisque la majorité des Québécois ont déjà fait leur choix sur la question nationale.

Dans un autre registre, la libérale Yolande James, 26 ans, élue dans Nelligan, première femme noire à siéger à l'Assemblée nationale, est plutôt issue de la «génération 101», celle née après l'adoption, en 1977, de la Charte de la langue française. Les péquistes Elsie Lefebvre (Laurier-Dorion) et Nicolas Girard (Gouin) appartiennent à la même génération 101, celle de l'approvisionnement mutuel des Québécois francophones et des enfants issus de l'immigration.

Cet approvisionnement récent interdit également toute généralisation. Autant il était exagéré de dire que «nos frères et sœurs immigrants» ont voté «en grand nombre pour nous», autant il est faux d'affirmer que les immigrants «n'ont pas voté pour le PQ» dans Laurier-Dorion. La vérité est entre les deux. L'abstention était trop élevée pour parler de virage historique. Mais le Parti québécois a bel et bien obtenu dans ce comté cinq fois plus de votes dans les communautés culturelles qu'en 2003.

L'intégration des immigrants à la majorité de langue française a favorisé une évolution de leur comportement politique. Ils ne sont plus acquis aux libéraux. Un sondage mené en 2003 pour Génération Québec indique que les jeunes issus de l'immigration se comportent de plus en plus comme les Québécois d'origine canadienne-française: 40 % seraient pour la souveraineté.

Lorsque j'ai lu, à la Une du *Devoir* que «les jeunes jugent la souveraineté désuète», j'ai eu un doute. Dix jours plus tôt, dans *La Presse*, un sondage indiquait que 58 % des 18-24 ans voteraient OUI à la souveraineté. Deux des quatre candidats péquistes élus aux partielles n'ont pas 35 ans. Mon journal citait un rapport rédigé par trois jeunes députés souverainistes qui illustrent à eux seuls que la manchette était abusivement englobante.

J'ai lu ce rapport rédigé par MM. Tremblay, Valois et Bourdeau. Et j'ai trouvé cette phrase: «Les jeunes sont souverainistes.»

On ajoute: «Certains se questionnent sur l'opportunité de l'option, aujourd'hui, en 2004.» Parmi les jeunes, il y a des souverainistes inconditionnels dont un bon nombre militent au PQ. Il y a des souverainistes sceptiques. Il y a des fédéralistes. Et il y en a d'autres trop occupés à autre chose. Le message des trois députés, qui se sont qualifiés de «trois mousquetaires»: les jeunes d'aujourd'hui ne peuvent pas être mobilisés en faveur de ce projet de la même façon qu'hier. On est loin d'un rejet de l'option. Mais on dit aux hommes et aux femmes politiques: prouvez-nous que ça vaut la peine. Attitude saine et responsable. Les militants d'Option citoyenne, réunis autour de Françoise David, se posent exactement les mêmes questions.

Ce rapport tombe à un moment où le parti se déchire autant sur la stratégie référendaire que sur le leadership. Les mousquetaires disent à leurs collègues du PQ: si vous continuez comme ça, on n'arrivera nulle part. L'essentiel du message est là. Ce n'est pas un constat sociologique sur la pertinence ou la popularité de l'option auprès d'une génération.

Ce qui devrait inquiéter les dirigeants du PQ, toutefois, c'est que ce rapport est une copie conforme de celui produit, en 1999, par de jeunes députés bloquistes: beaucoup de jeunes sont sceptiques face à la politique; le discours référendaire n'a aucune prise sur eux; les jeunes doivent sentir que la souveraineté susciterait des gains démocratiques et permettrait de résoudre des problèmes sociaux, écrivaient déjà... Stéphane Tremblay et d'autres collègues comme Caroline St-Hilaire.

La perception d'une partie de la jeunesse à l'endroit du leadership péquiste ne semble pas avoir évolué positivement. Et ce, même si les Landry et les Parizeau ne parlent plus de langue et des méfaits de l'Histoire dans leurs discours. Ils discutent des liens entre souveraineté et mondialisation, et ils font salle comble dans les cégeps et les universités.

michel.venne@inm.qc.ca

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Jean Dion, Louis-Gilles Franchet (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Jean-Pierre Legault (supplément éditorial, idées, perspectives et sports), Isabelle Paré (santé), Pauline Gravel (science), Michel Garneau (correspondant), Diane Préfontaine (responsable des pages thématiques), Martin Duchon, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (reluctants); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélar (responsable), Julie Carpentier, Paul Bennett (supplément cahiers spéciaux et culture), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Carichon (médiat), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Manon Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Marilyne Hamelin, Alexandre Shields (comités); LA DOCUMENTATION: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlene Côté, Slavica Bogdanov, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Brunet, Micheline Ruelland, Nadia Seba, Mélisande Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION: Christian Goulet (directeur de production), Nathalie Zemaits, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Paquet, Danièle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zuida; INFORMATIQUE: Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Gisèle Lenard, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Geneviève Duguay, Monique Heurieu, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc; L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haec (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

HAÏTI

SUITE DE LA PAGE 1

Le dernier bilan des inondations dévastatrices infligées à Haïti par le passage de la tempête tropicale s'est alourdi à 1650 morts, et 800 autres personnes sont toujours portées disparues, a déclaré hier un responsable gouvernemental haïtien. Selon lui, le nombre total de morts pourrait dépasser largement les 2000, dans la mesure où l'on retrouve encore des corps aux Gonaïves, ville portuaire de 200 000 habitants dans la moitié nord d'Haïti.

Le niveau de l'eau continue de baisser et les macabres découvertes se multiplient. Dans des rigoles, des canaux, sur les plages, dans des carcasses de voitures, sous des murs effondrés, les habitants découvrent des cadavres souvent non identifiables en raison de l'état de décomposition avancée.

Plusieurs des rescapés n'ont pas mangé ni bu depuis plusieurs jours. La tension est vive sur le terrain. Hier, malgré la présence de soldats argentins de la mission de stabilisation des Nations unies en Haïti (Minustah), de jeunes Haïtiens ont tenté de dévaliser deux camions d'aide humanitaire avant d'être dispersés par des gaz lacrymogènes. Cet incident grave, le premier du genre, survient alors que l'acheminement et la distribution de vivres aux sinistrés des Gonaïves s'effectue depuis plusieurs jours sous haute surveillance, les convois étant escortés par des soldats de la Minustah qui veillent ensuite à ce que la distribution se déroule dans l'ordre.

Hier après-midi, une cinquantaine de soldats uruguayens de la Minustah ont escorté dans le centre de la ville deux camions de vivres et de vêtements destinés aux sinistrés. Le pasteur Joseph Lormeus, qui dirigeait cet envoi humanitaire, a expliqué à l'Agence France-Presse que les deux camions avaient été pris en charge par les Casques bleus, «par crainte des pillards».

Conditions difficiles

Pour survivre, des milliers d'habitants de la ville s'entassent depuis une semaine dans des églises et des écoles où ils vivent dans le plus grand dénuement et sans la moindre hygiène.

Hier, des volontaires de la Croix-Rouge haïtienne ont entrepris de faire la tournée de 43 de ces centres d'hébergement improvisés pour y dénombrer les réfugiés et dresser la liste de leurs besoins les plus urgents en matière de santé et d'alimentation.

À la cathédrale, 500 personnes, en majorité des familles nombreuses, se sont réfugiées à la tribune de ce bâtiment moderne de béton et de bois. Les bancs ont été rapprochés pour y poser quelques matelas moisis tandis que les rares ustensiles de cuisine contiennent des soupes de pâtes et de pain.

À quelques centaines de mètres de là, l'école de la Rédemption de l'Église épiscopale haïtienne abrite quelque 400 personnes. Sur le site de l'organisation humanitaire Care, dont les entrepôts abritent près de deux mille tonnes de blé, de riz, d'huile, de médicaments et de matériel de purification et de distribution d'eau des organisations humanitaires, 87 familles, soit 450 personnes, campent, démunies de tout, sous des hangars et quelques tentes blanches qui viennent d'être montées.

Le Québec généreux

Touchés par cette situation, les Québécois ont répondu avec générosité à l'appel à l'aide relayé par différents groupes et organisations d'ici. Hier après-midi, l'hôtel de ville de Montréal bourdonnait ainsi d'activité. C'est là qu'on tient la collecte-radiothon organisée conjointement par la Ville et la radio haïtienne (1610 AM), depuis samedi et jusqu'à demain. Jusqu'ici, on a amassé plus de 312 000 \$ (la Croix-Rouge a aussi amassé 370 000 \$ au Québec pour sa collecte spéciale).

Cinquante lignes de téléphone ont été installées. Dehors, les citoyens sont nombreux à laisser dans les bacs verts des vêtements ou des denrées non périssables. À tel point qu'en début de soirée, on indiquait aux Montréalais d'essayer de ne faire que des dons en argent; les quatre points de chute de dons dispersés dans la Ville sont maintenant pleins.

«C'est extraordinaire de voir tous ces gens qui viennent donner un peu d'argent, commente Pierre-Gérald Jean, un des coordonnateurs de l'événement. Des centaines de bénévoles sont venus prendre des appels, et ça n'arrête pas. Ça fait vraiment chaud au cœur».

Comme plusieurs autres Haïtiens rencontrés hier, Pierre-Gérald Jean était ému de voir ses concitoyens exilés travailler ensemble et se serrer les coudes. «Ce n'est pas surprenant, on est comme ça. Mais là, on voit ce que ça peut donner» M. Jean disait par contre espérer que les problèmes d'acheminement de l'aide se régleraient au plus vite.

Le Canada a promis deux millions de dollars d'aide au gouvernement haïtien, en plus du prêt d'un avion pour le transport du matériel. Québec a débloqué de son côté 200 000 \$, une somme qui pourrait être augmentée, selon la ministre de l'Immigration, Michelle Courchesne. «C'est un premier pas, a-t-elle déclaré de l'hôtel de ville, hier. C'est une aide d'urgence, et la communauté nous a dit qu'ils auront aussi besoin d'aide de reconstruction. Nous sommes ouverts à ça».

Par ailleurs, une délégation de Médecins du Monde Canada, dont fait partie le docteur Réjean Thomas, le président de l'organisme, se rendra en Haïti aujourd'hui, pour soutenir leurs collègues français, présents sur place depuis mardi.

Le Devoir,

avec l'Agence France-Presse et Reuters



La population peut faire des dons par téléphone notamment au radiothon (1 877 774-2484), à Oxfam-Québec (1 877 937-1614), au CECI (1 877 875-2324), à Développement et Paix (1 888 664-3387) ou encore à la Croix-Rouge (1 800 418-1111).

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333. Extérieur de Montréal: 1-800-463-7559 (sans frais).

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jacques-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication - Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

BOUCLIER

SUITE DE LA PAGE 1

Canada a «suffisamment de troupes et que celles-ci sont bien entraînées et préparées pour remplir [ses] obligations au Canada et à l'étranger». Le bouclier antimissile n'apparaît nulle part, même si M. Graham affirmait la semaine dernière que le Canada pourrait «le regretter» s'il décidait de ne pas participer au projet de bouclier américain.

Mais comme les Américains ont déjà commencé à déployer des intercepteurs basés au sol en Alaska et en Californie, le Canada est forcé de se brancher. «Si on avait le choix, est-ce que le Canada donnerait la priorité à ce dossier?», a demandé Le Devoir. «Non, évidemment pas», a répondu M. Graham sans hésiter. «C'est énormément dispendieux. C'est pour ça que je dis: si les Américains décident de dépenser leur propre argent, c'est leur décision, on ne peut pas leur dire qu'ils n'en ont pas le droit. Mais si ce n'était que de nos priorités, il est évident, non seulement du point de vue du prix, mais aussi du point de vue de nos objectifs, qu'on ne ferait pas ça».

Même la menace que tente de contrer ce bouclier, soit un missile lancé de façon accidentelle ou par un État voyou, ne figure pas en tête de liste des préoccupations d'Ottawa. Selon M. Graham, le terrorisme représente actuellement une menace difficile à cerner mais davantage prioritaire pour le Canada. Invité à mesurer ces deux menaces sur une échelle de un à dix, il n'hésite pas à dire que celle posée par un missile figurerait «beaucoup plus bas, il n'y a pas de doute», que le terrorisme. Mais il pré-

SUITE DE LA PAGE 1

les péquistes seraient mieux de faire leur bilan, faire leur auto-critique: ça va les rendre plus humbles en matière de défense du Québec», a lancé Mario Dumont.

Selon ce dernier, la meilleure façon de mettre fin au «cirque des référendums à répétition», c'est d'opter pour un gouvernement autonomiste. C'est d'autant plus important pour le chef adéquiste que son parti s'est maintenant doté d'une position «cohérente, claire et rassembleuse». Pendant ce temps, dans les rangs péquistes, ce sont les tiraillements et la division, a ironisé Mario Dumont au grand plaisir des militants.

«Ils sont en train de refaire le débat sur l'élection référendaire qui était celui du congrès de 1974. Et il y a le clan Marois, le clan Landry, le clan Parizeau, le clan Legault et le clan des Mousquetaires. [...] Je suis un peu mal à l'aise, parce que, lorsque l'on parle des clans au Parti québécois, c'est un peu comme lorsque l'on fait les remerciements à la fin d'un congrès ou d'un parti, on a toujours peur d'oublier quelqu'un. J'espère que je n'ai oublié aucun clan», a-t-il laissé tomber en riant franchement.

Plus tard, devant les journalistes, Mario Dumont a dit croire que la clientèle souverainiste aurait l'oreille attentive au programme adéquiste avec la rédaction d'une constitution québécoise, l'application des pouvoirs de perception des impôts et la nouvelle désignation du Québec comme l'État autonome du Québec. «Il y a beaucoup de gens qui ne veulent pas de la rupture que leur propose le PQ, mais qui n'en sont pas moins profondément nationalistes. Je crois qu'ils vont être intéressés

SUITE DE LA PAGE 1

Télé-Québec calcule que, l'année dernière, ce sont 300 000 à 350 000 Québécois qui regardaient À la di Stasio chaque semaine, le vendredi ou le dimanche, dans un marché télévisuel où l'on compte pourtant plusieurs émissions dites culinaires. Un succès consacré par trois Prix Gémeaux l'automne dernier.

Autant Daniel Pinard portait un discours social et politique sur la nourriture, autant Josée di Stasio porte un discours esthétique, communautaire, convivial. La qualité des images est aussi importante que la qualité de la nourriture, et on sent bien, dans ce choix esthétique, son passé de styliste.

Elle avait en effet étudié en communications et en photographie à l'UQAM et elle a longtemps frayé à l'arrière-scène du milieu des communications, comme styliste culinaire, comme collaboratrice aux émissions culinaires et aux productions écrites de Claudette Taillefer, comme accessoiriste, recherchiste et directrice artistique pour des publicités.

Et elle adorait faire la cuisine, bien sûr: «Depuis que je suis toute petite, j'ai toujours cuisiné avec mes grand-mères. Je pouvais passer des heures avec ma grand-mère paternelle qui était italienne et qui avait des épices et des herbes qu'on ne connaissait pas à l'époque. Ma mère, elle, était très gourmande et elle avait besoin qu'on reconnaisse ce qu'elle faisait, qu'on lui dise si c'était bon. Nous étions à Pointe-aux-Trembles, dans l'est de Montréal, sur le bord du fleuve, et chez nous, c'était un peu comme un clan où l'on faisait de grands plats pour la famille élargie. Le repas était un rituel».

Manger moins industriel

Dans son émission, on trouve donc «l'idée de créer des rituels, de manger moins industriel, de manger à la maison en préparant les plats avec quelqu'un», explique-t-elle, une idée qui semble très porteuse à une époque qu'on dit marquée par la solitude, l'isolement et le manque de temps.

Plaisir, convivialité, mais aussi rêve et imagination... Josée di Stasio confie que, «pendant des années, le soir en me couchant, je ne lisais pas des romans mais des livres de cuisine. J'étais un peu compulsive, et j'en ai des centaines».

Son travail s'inscrit dans une continuité en ce sens que la télévision québécoise, depuis Jehanne Benoit, a toujours présenté des émissions consacrées à la cuisine. Mais il s'inscrit aussi dans une nouvelle prise de conscience. «Depuis dix ans, explique-t-elle, ce n'est pas seulement le goût qui a évolué. Il y a également une conscientisation générale sur la qualité de ce que nous mangeons, sur ce qu'on trouve dans le sac d'épicerie. Alors qu'on manquait souvent d'information, il y a quelques

cise rapidement que ce jugement serait valable uniquement «pour le présent».

La participation canadienne au bouclier est une question politique, car les Américains ne demandent ni argent ni installations au Canada. Qu'attendent-ils de lui alors? Une caution morale? «Ils veulent peut-être ça, une caution morale, admet candidement M. Graham, mais ils veulent aussi que le Canada soit solidaire avec eux dans la défense de l'Amérique du Nord. Je crois que ce n'est pas déraisonnable de leur part de vouloir cela, même s'il y a des voix aux États-Unis et au Canada qui disent que ce programme devrait être abandonné en faveur d'autres programmes axés davantage vers le terrorisme ou autre chose».

Les discussions sur une éventuelle participation canadienne au bouclier antimissile se poursuivent toujours, et la décision du Canada n'a pas encore été prise, précise le ministre. Mais selon lui, le Canada se doit, en bon voisin, de discuter avec les États-Unis, et ce, «même si nous avons des réserves à l'égard de leur décision».

Dans un discours prononcé la semaine dernière et dans une entrevue diffusée le lendemain, M. Graham a manifesté son appui à une participation canadienne. Son raisonnement est le suivant. Washington a décidé d'aller de l'avant, que le Canada suive ou non. Si le Canada veut continuer à avoir son mot à dire sur tous les volets de la défense de l'Amérique du Nord et donc sur sa propre défense, s'il veut par conséquent préserver sa souveraineté en la matière, il doit être à la table où se prennent les décisions. «Ne pas participer diminuerait significativement notre souveraineté», disait-il.

Mais le gouvernement Martin a des critiques à contrer s'il veut aller de l'avant dans ce dossier, des gens qui craignent le déploiement à moyen terme

d'armes dans l'espace, qui doutent du sérieux de la menace ou encore de l'efficacité du système.

Pour y répondre, M. Graham invoque d'abord la prévoyance. On ne peut traiter à la légère une menace qui pourrait, à long terme, se révéler sérieuse mais qui exigerait, pour y répondre, des moyens technologiques qui demandent des années pour être mis en place, a-t-il répété en entrevue.

Cette même prévoyance se dissipe quand il s'agit de l'évolution du système. «On ne peut pas prédire ce qui va se passer d'ici 20 ans», dit-il. Le Canada est opposé à l'arsenalisation de l'espace et il refusera de participer au bouclier si ce dernier l'envisage, mais il affirme que ce n'est pas le cas du volet auquel le Canada est invité à s'associer. «Je le répète, ce n'est pas ce programme qui va poser problème, mais d'autres programmes», une assurance qu'il dit tirer des rapports des négociateurs canadiens.

Pourtant, la Missile Defense Agency (MDA), l'organisme américain qui assure la mise en œuvre du bouclier, présente souvent le système de défense comme un tout «évolutif» destiné à être réalisé par étapes, la première étant le déploiement amorcé cet automne. Des critiques craignent donc, sur la base des plans de la MDA, que le bouclier mène au déploiement d'armes dans l'espace et que le Canada ne s'y trouve associé malgré lui.

Si le système devait se diriger dans cette direction, le Canada s'en retirerait, affirme M. Graham, car, contrairement à plusieurs experts, il est persuadé qu'«on peut toujours reculer». Il relève par ailleurs que le déploiement d'armes dans l'espace a ses supporters mais aussi ses détracteurs aux États-Unis. «Nous sommes les alliés de ceux qui sont contre», dit-il.

Le Devoir

DUMONT

à parler avec nous, à questionner, à mieux comprendre qu'est-ce qu'on offre en termes d'avancement du Québec», a expliqué M. Dumont.

Et qu'importe si le ministre fédéral de l'Environnement, Stéphane Dion, juge illégale et inacceptable la vision autonomiste de l'ADQ. «Si Stéphane Dion pense que ce n'est pas bon, c'est sûr que c'est excellent pour le Québec», a répliqué Mario Dumont, chaudement applaudi.

Il faut toutefois noter que, si la nouvelle position constitutionnelle de l'ADQ a été adoptée sans difficulté, la proposition de proclamer le Québec comme État autonome au sein du Canada a soulevé bien des critiques. Trois ateliers ont discuté de la question, et les militants de l'un d'eux l'ont carrément rejetée. «C'est pire que le PQ, faire la souveraineté sans référendum», s'est opposé Stéphane Lapointe, militant de la circonscription de Soulanges. En plénière, les piliers du parti sont intervenus pour calmer les inquiétudes de certains militants, permettant un vote favorable.

Par ailleurs, Mario Dumont a reçu un appui non équivoque des membres de son parti, atteignant 95,7%. C'est fort de ce vote de confiance que le chef adéquiste entamera sous peu une tournée des régions pour bien faire comprendre la nouvelle bannière autonomiste et faire rayonner cette identité. Le nouveau président de l'ADQ, l'ancien ministre libéral Yvon Picotte, sillonnera également le Québec, afin de revampier l'organisation du parti. «On va travailler à la base, comté par comté, rang par rang, pour se donner une structure forte», a dit M. Picotte dont le style diffère de son prédécesseur, le professeur Guy Laforêt.

Le Devoir

DI STASIO

années, il y a maintenant un surplus d'information. Comment s'y retrouver entre les centaines d'huiles d'olive disponibles? Qu'est-ce qui est sain? Il faut informer, départager les produits».

Puisque Josée di Stasio passe son temps à visiter des marchés publics et des producteurs, à rencontrer de nouveaux chefs partout au Québec, elle est bien placée pour suivre l'évolution des goûts culinaires des Québécois.

«L'évolution des produits québécois depuis dix ou quinze ans est incroyable. Le plus impressionnant, c'est vraiment l'évolution du fromage. On retrouve maintenant du fromage québécois original dans toutes les régions. Un autre produit novateur est le cidre de glace, un produit du terroir particulier à notre climat. Je pourrais en citer plusieurs autres, mais on ne peut pas passer sous silence l'évolution générale des boulangeries depuis dix ans, avec une augmentation remarquable de la qualité et de la variété des pains».

La cuisine québécoise

Si Josée di Stasio avait à décrire la cuisine québécoise à un nouvel arrivant, comment s'y prendrait-elle? La question la fait longuement réfléchir. «Il y a la cuisine traditionnelle et la cuisine d'aujourd'hui. La première est rustique et fort intéressante: elle s'apparente à d'autres cuisines des pays froids, et les chefs d'aujourd'hui vont la revisiter. Ils vont revisiter la soupe aux gourgones, il vont faire une tourte qui reprend la tourtière».

Ce patrimoine culinaire existe mais, poursuit-elle, «la cuisine traditionnelle ne fait pas partie de la réalité de tous les jours. Si j'explique à ce nouvel arrivant que les pattes de cochon font partie de la cuisine québécoise, il se rendra vite compte que peu de gens en mangent le soir. Selon des enquêtes, quand on demande aux gens ce qu'ils mangent le plus souvent, la principale réponse, c'est «des pâtes». À l'émission, lorsqu'on a demandé aux jeunes qu'ils étaient leurs recettes de famille, celles qu'ils avaient gardées de leurs parents, plusieurs ont répondu: «la fondue!»

«Alors je pense que la cuisine québécoise actuelle est très vivante, plutôt multiculturelle, ouverte sur le monde, tout en redécouvrant maintenant les produits du terroir. Elle revisite de plus en plus ses éléments traditionnels. Et c'est une cuisine qui encourage de plus en plus ses artisans».

Il y a donc la convivialité, le sens du rituel, l'exploration de nouvelles saveurs ainsi que le respect des produits frais de la terre d'ici, mais, au bout du compte, «ce que je fais est très simple, conclut Josée di Stasio. Nous cherchons à savoir ce que nous mangeons et d'où vient ce que nous mangeons. Je pense que le simple fait de s'interroger sur ça, c'est un choix politique».

Le Devoir

BORDUAS

SUITE DE LA PAGE 1

prêt souhaité à l'origine du projet. Selon les informations obtenues par Le Devoir, la proposition faite en 2001 par le galeriste montréalais Eric Devlin et Marcel St-Pierre, professeur d'histoire de l'art de l'UQAM, envisageait en effet une expo beaucoup plus originale et ambitieuse, tout entière organisée autour de l'ultime période de création du peintre mort à Paris.

«Un concours de circonstances a mis en branle cette aventure», explique le professeur St-Pierre, qui a notamment participé à une importante rétrospective Borduas présentée au MACM en 1998. «Eric Devlin et moi étions à Versailles, à l'été 2001, pour la III^e Biennale d'Île de France de gravure. Comme la région abrite aussi le musée consacré à Maurice Denis [le Prieuré de Saint-Germain-en-Laye] et que Borduas a étudié auprès de cet artiste entre 1928 et 1930, on nous a questionnés sur la possibilité d'organiser une exposition qui lui serait consacrée. Du point de vue français, il s'agissait de démontrer une filiation moderne et méconnue de Denis. J'ai immédiatement proposé de monter un travail autour de la période dite noir et blanc de Borduas, celle des toutes dernières années de sa vie. Les responsables français me semblaient très enthousiastes».

Le vent a vite tourné. Après quelques contacts, le Musée d'art contemporain refusait de faire voyager ses œuvres abstraites. «Il est très difficile de déplacer des Borduas des années 1955-1960, dit Josée Bélisle, conservatrice du MACM, qui a finalement agi comme commissaire de l'expo de remplacement. Ces toiles sont très fragiles et voyagent très peu».

Le Centre de conservation du Québec le confirme. «Les œuvres [de Borduas] composées de plages noires sur fond blanc, qui ont en commun d'avoir été réalisées pendant son séjour à Paris entre 1955 et 1960 [...] présentent de graves problèmes de conservation, affirme un rapport de l'institution daté de 1998. Ces tableaux présentent des détériorations qui se manifestent principalement par trois phénomènes: le jaunissement de la peinture blanche; des craquelures importantes dans les empâtements; des soulèvements dans les plages noires».

N'empêche, avec de la volonté et des moyens, le transfert de certaines de ces œuvres aurait toujours été possible, affirme Marcel St-Pierre. Il fait l'hypothèse que le MACM a rechigné un peu à collaborer avec un centre d'exposition sans la notoriété des grands musées internationaux. L'Orangerie de Madame Elisabeth, sœur du roi Louis XVI, a été acquise par le Département des Yvelines en mai 1997. D'importants travaux intérieurs ont été réalisés pour transformer ce bâtiment en espace d'expositions, sans modifier les façades extérieures. Le jardin a également fait l'objet d'un réaménagement conservant l'esprit des lieux.

Il a été impossible d'obtenir un commentaire de l'Orangerie. N'empêche, plusieurs autres sources affirment que le MACM n'aurait consenti à lui prêter des œuvres qu'après des pressions assez importantes du ministère de la Culture. Ce musée a le statut de société d'État.

Dans une lettre à la délégation du Québec à Paris, datée du 6 décembre 2001, le galeriste Eric Devlin, truchement du projet de collaboration internationale, se désole de l'attitude du MACM. «La seule réponse obtenue [...] ferme la porte à toute collaboration éventuelle, le musée ne cherchant même pas à offrir d'autres œuvres de Borduas», écrit-il. Les délais pour répondre à cette demande exceptionnelle traduisent également une lenteur bureaucratique inexplicable».

Alertée par ses diplomates, la ministre de la Culture de l'époque, Diane Lemieux, aurait ensuite forcé le directeur du MACM — Marcel Brisebois, remplacé depuis quelques semaines — à se rendre à Versailles pour y négocier une solution de rechange. «Sans les efforts de la délégation, il n'y aurait probablement pas eu d'expo Borduas à l'Orangerie cet automne», commente un fonctionnaire qui fut mêlé de près aux tractations et qui désire conserver l'anonymat.

Mme Bélisle affirme ne pas être au courant des tractations ayant précédé son assignation à produire La Magie des signes. «Je livre la marchandise», dit-elle, ajoutant ne pas se préoccuper des ragots concernant son établissement. Elle termine en rappelant que les gouaches et les dessins ne constituent pas à ses yeux une proposition muséologique carencée. «Ce n'est pas un pis aller, dit-elle. Nous avons monté une expo très originale, totalement en accord avec le lieu où elle sera exposée».

Le professeur St-Pierre refuse de juger la nouvelle exposition, qu'il ne connaît pas. Il souligne tout de même que le musée aurait pu envisager la présentation d'un mélange de toiles et d'œuvres sur papier. Il affirme aussi qu'il fera un jour son expo autour des noir et blanc de Borduas, à la limite avec des peintures tirées de collections privées. Il remarque finalement que le MACM sera resté impoli avec lui et le galeriste Devlin jusqu'au bout de l'aventure. «Eric et moi n'avons jamais reçu un traitre mot du musée, dit-il. C'est pourtant un peu notre proposition qui aboutit à Versailles. Tout ça ne me semble pas très correct comme attitude...»

Le Devoir